



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GENERALE DU PLAN



Rapport d'Évaluation Finale du Projet Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel)

Dr Juliette BIAO KOUDENOUKPO
Consultante Internationale

Juillet 2014

Remerciements

La Consultante, chargée de l'évaluation finale du projet IGDT –Bakel voudrait adresser ses sincères remerciements à toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la mise en œuvre efficace et efficiente de la présente mission d'évaluation finale du projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel) ». Les remerciements s'adressent en particulier à Madame la Représentant Résident du Programme des Nations-Unies pour le Développement-Sénégal et ses collaborateurs qui n'ont ménagé aucun effort pour un bon déroulement de l'évaluation finale. Mes sincères remerciements vont aux membres des comités de pilotage national et local du Projet pour leur disponibilité et leur appui remarquable. Nos remerciements vont particulièrement à l'équipe de Coordination du projet d'ENDA-LEAD et aux membres du comité de pilotage local qui ont organisé avec succès les visites de terrain pour lesquelles leur disponibilité a été entière. Nous remercions également toutes les autorités politico-administratives et techniques, ainsi que les populations locales du département de Bakel pour leur hospitalité et leur disponibilité.

Table des matières

Remerciements	2
I Résumé Exécutif du rapport d'évaluation finale du projet.....	5
tio 10	
I. Rappel des objectifs de l'évaluation finale du Projet IGDT-Bakel.....	13
II. Méthodologie de l'évaluation finale du Projet.....	14
III. Présentation du Projet IGDT-Bakel	15
3.1 Tableau synoptique de présentation du Projet	15
3.2 Description du projet	16
IV. Présentation des Résultats de l'Évaluation.....	18
4.2. Notation des résultats par critère d'évaluation.....	27
V. Analyse des données collectées	36
5.1 Caractérisation des éléments d'analyse	36
5.2 Facteurs de succès et facteurs limitants.....	42
5.2.1 Facteurs de succès	42
5.2.2 Facteurs limitants.....	43
Conclusions et Leçons apprises.....	44
Recommandations	45
Annexe 1 : Itinéraire de la mission d'évaluation finale du Projet IGDT-Bakel	49
Annexe 2 : Liste de personnes rencontrées.....	52
Annexe 3 : Résumé de visite sur le terrain	57
Annexe 4 : Quelques témoignages de bénéficiaires du projet	59
Annexe 5 : Liste de documents examinés.....	60
Annexe 6 : Termes de Référence pour l'Évaluation Finale du projet IGDT-Bakel	62
Annexe 7 : Description du projet IGDT-Bakel	95

Acronymes et Abréviations

ANCAR	Agence Nationale de Conseil Rural
ARD	Agence Régionale de Développement
CECI	Centre Canadien d'Étude et de Coopération Internationale
CSE	Centre de Suivi Écologique
FAO	Food and Agriculture Organization
ENDA-TM	Environnement de Développement du Tiers Monde
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GEF	Global Environmental Facility
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IGDT	Irrigation et Gestion des Terres
INP	Institut National de Pédologie
PAM	Programme Alimentaire Mondial
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAN/LCD	Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification
POAS	Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
PAPIL	Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	Plan de Travail Annuel
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta
SDDR	Service Départemental de Développement Rural
UPHORBAK	Union des Producteurs Horticoles de Bakel
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework

I Résumé Exécutif du rapport d'évaluation finale du projet

Le projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel) » a été initié dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention des Nations-Unies pour la lutte Contre la Désertification ratifiée par le gouvernement Sénégalais en 1995. En ratifiant cet accord, le Gouvernement du Sénégal s'est engagé dans cette voie et le processus de négociation et de planification participative qui a suivi, a abouti à l'élaboration du PAN/LCD, principal outil de mise en œuvre de la convention au niveau national, soutenu par ses partenaires techniques et financiers. A travers ce projet plus spécifiquement, le gouvernement visait à promouvoir de meilleures stratégies et méthodes d'utilisation rationnelle des ressources en eau et des terres dans les zones arides auxquelles fait partie le département de Bakel. Ce projet financé par le FEM est mise en œuvre par l'ONG ENDA-LEAD Afrique Francophone pour une durée de 3 ans (2010-2013) et fait l'objet de la présente évaluation finale. L'Agence d'exécution est le PNUD.

La méthodologie globale de l'évaluation finale a consisté en cinq étapes chronologiques, à savoir i) l'étude documentaire, ii) les échanges préliminaires avec les parties prenantes sur les termes de références de l'évaluation; iii) la collecte de données sur le terrain; (iv) la restitution des travaux de terrain aux niveaux local et national; et (v) l'élaboration du rapport final de l'évaluation. La collecte de données sur le terrain a été réalisée sur la base d'un échantillonnage raisonné qui a permis d'échanger avec un échantillon représentatif en termes de facteurs ayant influencé la mise en œuvre du projet. Les méthodes de collecte de données sont la revue documentaire, les interviews et les observations directes sur le terrain. La grille d'évaluation, comportant des sous-question par critère d'évaluation, a servi de support pour les entretiens semi-structurés sur la pertinence du projet, l'efficacité, l'efficience, les impacts/effets, la durabilité et les leçons apprises.

L'évaluation finale du projet s'est déroulée du 13 au 22 Juin 2014 et a permis d'obtenir les résultats suivants présentés par rapport aux critères d'évaluation énumérés ci-dessus :

Pertinence : Le projet IGDT-Bakel contribue parfaitement à relever les défis de gestion rationnelle de l'eau et des terres dans une zone aride dans laquelle est localisé le département de Bakel. Il s'agit d'un projet inclusif qui est mis en œuvre dans une zone où les conditions climatiques, physiques et hydrologiques sont austères et où le taux d'insécurité alimentaire atteint 65 % selon le rapport conjoint de la FAO et du PAM sur la sécurité alimentaire et les implications humanitaires en Afrique de l'Ouest en Afrique de l'Ouest et au Sahel (2012 à 2013). De plus, les populations de Bakel font parties des populations pauvres du Sénégal. Par ailleurs, les mesures mises en œuvre par le projet exigent des investissements modestes et des équipements faciles d'utilisation. Ce projet s'intègre parfaitement dans les stratégies nationales de lutte contre la désertification et de réduction de la pauvreté au niveau des couches vulnérables.

Efficacité : le projet a été jugé efficace dans l'ensemble, si l'on prend en compte le retard de près d'une demi-année accusé dans le démarrage du projet qui n'a pourtant pas empêché de disposer de résultats appréciables. Le taux moyen de réalisation annuel des trois composantes est de 80%. Selon les estimations, environ **1870 ha** de terres dégradées ont été aménagées à travers le système d'irrigation à petite échelle, soit un taux de réalisation de **213%**, ceci n'intègre pas le nombre additionnel de terres récupérées sous l'effet démultiplicateur du projet. Des centaines d'hectares de terres dégradées ont été récupérées et l'augmentation de la productivité de ces terres est estimée à un taux moyen de 40%. Plus de **135** leaders locaux et **300** agriculteurs et agricultrices ont été formés sur les stratégies et techniques de GDT sur un total de 400 prévus, soit un taux de **108%**, et ceci sans compter le nombre additionnel du fait de l'effet démultiplicateur des formations. Une base de données a été constituée et rendue opérationnelle dès la fin de la première année de la mise en œuvre du projet grâce au développement de partenariats aux niveaux local et national. **Le taux moyen d'exécution financière, estimé à 87% par an, a atteint 99,71% à la fin du projet.**

Efficiencia : Globalement, les résultats obtenus à travers chacune des trois composantes du projet ont été à la hauteur des moyens financiers et matériels mis à disposition. Une gestion adaptative, consistant essentiellement à une révision budgétaire, a été jugée nécessaire et

bénéfique pour apporter des mesures correctives aux retards accusés dans le démarrage du projet (près d'une demi-année), ainsi que dans le retard de la mise à disposition des fonds. L'appui administratif et l'assistance technique fournis par le PNUD/FEM ont été jugés satisfaisants et les audits et planification des activités se sont faits sur une base régulière avec des résultats bien appréciés. Le projet a développé efficacement des partenariats aussi bien avec des services déconcentrés de l'État, qu'avec des projets similaires, privilégiant l'expertise locale. L'autonomie de gestion accordée au comité local de pilotage du projet a contribué dans une large mesure à livraison à bonne date du projet.

Durabilité : La durabilité des actions du projet est probable. En effet, les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du projet IGDT-Bakel ont permis de se rendre compte que la majorité des producteurs du département de Bakel sont conscients des effets de la désertification et des changements climatiques et de la nécessité impérieuse d'adopter de meilleures stratégie. Ils ont par ailleurs une meilleure connaissance de la pertinence de l'irrigation à petite échelle. L'ancrage institutionnel du projet au niveau local est un facteur essentiel pour faciliter l'appropriation technique du projet. Les formateurs relais sont à même d'assurer un transfert de compétence. Les mesures proposées sont à même de renforcer la capacité des différentes parties prenantes (ONG, associations, et collectivités locales) à participer au processus d'élaboration de politiques et de programmes locaux. Il s'agit en l'occurrence des pratiques d'utilisation rationnelle des ressources en eau et des terres, ainsi que les techniques d'amélioration de la productivité des terres et la vulgarisation des Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols qui requièrent que assistance multidisciplinaire et l'intervention de divers acteurs, y compris les techniciens et les acteurs relevant du niveau des décideurs politiques. Le défi reste la meilleure coordination des actions et la continuité dans les actions de suivi du comité local de pilotage du projet. Par ailleurs l'appropriation financière des actions du projet doit être renforcée à travers la promotion des fonds d'amortissement des équipements mis à disposition.

Impacts : La durée de mise en œuvre effective nous semble trop courte (un peu moins de 3 ans si l'on considère le retard dans le démarrage du projet) pour parler de façon objective des impacts du projet. Les impacts notés lors de l'évaluation relèvent pour la plupart des perceptions des parties prenantes. Ces impacts sont d'ordre socio-économique, culturel,

technique, institutionnel, et environnemental. Une étude d'impacts est nécessaire afin de disposer de données objectives et fiables.

Principales leçons apprises: Malgré la durée relativement courte de sa mise en œuvre le projet a donné l'occasion de tirer quelques enseignements qui se présentent tel qu'il suit :

- Le choix d'un ancrage institutionnel local est déterminant pour une réelle appropriation d'un projet de développement local. Quelque soit le mécanisme de coordination, un accompagnement de proximité et une bonne stratégie de communication sont essentiels pour assurer un bon niveau de conscientisation et un transfert de compétences efficace aux acteurs locaux.
- Même avec des moyens modestes, un projet peut atteindre des résultats significatifs. Il est juste nécessaire de de s'assurer de sa pertinence, d'introduire des techniques et des investissements qui soient facilement appropriables par les populations bénéficiaires, et de renforcer les capacités nécessaires.
- L'irrigation à petite échelle peut bien compléter celle à grande échelle en incluant les groupes les plus marginalisées, notamment les femmes.
- Il est important de mettre à disposition des moyens nécessaires et conséquents pour atteindre les résultats escomptés. L'efficacité du comité de pilotage local et de la radio JIIDA FM en est une preuve parfaite.
- L'appropriation financière du projet par les populations bénéficiaires est une condition essentielle pour garantir la durabilité des résultats atteints.
- Il est pratiquement impossible de promouvoir une agriculture durable, notamment dans des zones arides, sans la réalisation d'investissements.
- Sans une politique claire servant de référentiel, l'efficacité de la promotion de l'irrigation à petite échelle laissera à désirer.

Conclusion et Recommandations

De l'analyse des données collectées, il ressort que le projet a globalement atteint ses objectifs à travers les mesures mises en œuvre. Le taux d'exécution financière est de 99,

7%. Les mesures proposées sont à même de renforcer la capacité des différentes parties prenantes (ONG, associations, et collectivités locales) à participer au processus d'élaboration de politiques et de programmes locaux. Les résultats atteints augurent de l'amélioration des conditions de vie des populations. Au regard du niveau d'atteinte de ces résultats et pour consolider les acquis et disséminer les bonnes stratégies et pratiques de gestion durable des ressources en eau et des terres dans les zones arides, il est nécessaire de prendre en compte les recommandations suivantes ciblées par acteur impliqué :

- ***Le gouvernement Sénégalais avec l'appui du PNUD et ENDA-LEAD*** : Consolider les acquis du projet IGDT BAKEL par des investissements de plus grande envergure sur la micro-irrigation. La célérité dans la mobilisation des ressources et le lancement de cette initiative sont déterminantes pour consolider les acquis.
- ***ENDA-LEAD avec l'appui du PNUD*** : Réaliser des études d'impact du projet afin de disposer de données objectives et fiables pour faciliter la prise de décisions des élus locaux, notamment dans la phase active de l'Acte 3 de la décentralisation dont l'un des fondements porte sur le renforcement de la viabilité et la compétitivités des territoires.
- ***ENDA-LEAD avec l'appui du PNUD*** : Assurer un ancrage institutionnel pour la poursuite des initiatives au niveau local en attendant le financement et le démarrage de la nouvelle initiative. Une structure comme UPHORBAK pourrait prendre provisoirement la relève d'IGDT-Bakel.
- ***ENDA-LEAD en collaboration avec le Comité local de pilotage du projet*** : Promouvoir la recherche paysanne et identifier les bonnes pratiques sur la GDT à disséminer dans tout le département, au niveau national et même au-delà.
- ***ENDA-LEAD en collaboration avec le Comité local de pilotage du projet et du PNUD*** : Œuvrer pour une meilleure alimentation et l'opérationnalisation de la base de données développées par le projet.

tio

Le projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel) » s'inscrit dans la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en matière d'environnement et de développement durable au Sénégal. Ce projet est particulièrement en lien avec l'Axe Stratégique de Coopération relatif à la Création de Richesse et Lutte contre la Faim pour un Développement Durable/Effet Programme : *« Durabilité des moyens d'existence des groupes vulnérables et leur cadre de vie sont améliorées dans les zones de concentration du SNU à travers des actions de protection de l'environnement et de valorisation des ressources naturelles ».*

Il s'agit d'un projet pilote conçu pour promouvoir la durabilité écologique et la productivité des terres arides. En effet, Le Sénégal, à l'instar des pays sahéliens, est confronté à un « stress hydrique », c'est-à-dire une menace de pénurie d'eau qui pèse sur une partie significative des populations. Le climat semi-aride, de type « soudano-sahélien », caractérisé par une longue saison sèche au cours de l'année (9 mois/12), ainsi que l'irrégularité et la faiblesse des précipitations dans la plus grande partie du pays (moins de 300 mm), y compris le Département de Bakel, influent négativement sur les performances de l'agriculture, demeurée essentiellement pluviale alors que la survie de nombreuses familles repose sur elle. Cette situation s'aggrave avec les sécheresses fréquentes du fait de l'élévation des températures générée par les changements climatiques¹.

Dans le Département de Bakel, la sécheresse est l'un des facteurs influant négativement sur la production céréalière, compromettant la sécurité alimentaire et la survie des populations. Situé à l'extrémité est du pays, à cheval sur le fleuve Sénégal et la Falémé, avec une population essentiellement rurale de 136995 habitants (22% de la population de la région de Tambacounda)², le département de Bakel est exposé à une dégradation constante des terres et la faiblesse de capacité à contrôler les ressources en eau pour la santé humaine et la sécurité alimentaire. Le déficit persistant des précipitations (moins de 300 mm), la nature des sols (grande sensibilité à l'érosion du fait de leur texture sableuse et leur structure

¹ Mérino, M. (2008). L'Eau : Quels enjeux pour l'Afrique Sub-saharienne? Note de la FRS n° 20/2008

² Ministère de l'Économie et des Finances (MEF, 2008). Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Service Régional de LA Statistique et de la Démographie de Tambacounda.

instable)³ et la pression humaine (utilisation de pratiques culturelles inadaptées et surexploitation des sols) constituent des facteurs limitant à la maîtrise de l'eau dans ce département. Or, il est admis que la capacité des populations à contrôler aussi bien la quantité que la qualité de l'eau constitue un facteur déterminant pour le développement socio-économique, surtout dans le département de Bakel où la survie des populations dépend fortement de l'agriculture.

Diverses mesures ont été mises en œuvre en vue de la maîtrise de l'eau dans la vallée du Sénégal. Il s'agit (a) de grands périmètres irrigués (400 à quelques milliers d'hectares), réalisés par l'État et gérés par la Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED) avant leur transfert progressif aux associations villageoises au rythme des réhabilitations; (b) d'aménagements intermédiaires (60 à moins de 400 ha), aménagés par l'État et gérés par la SAED avant leur transfert aux organisations paysannes et dont la superficie des parcelles familiales est de 1 ha en moyenne; (c) des périmètres irrigués villageois (20 à 30 ha en général), aménagés par l'État et gérés par des groupements villageois en vue de garantir aux paysans la subsistance alimentaire avec de petites parcelles (0,1 à 0,5 ha), dans le contexte des sécheresses répétées; d) de petits périmètres irrigués privés avec quelques dizaines d'hectares, installés sur initiative strictement privée; et e) de petits périmètres horticoles (lac de Guiers et bas-Ferlo) qui s'étendent sur quelques hectares de superficie et qui sont entièrement financés par les bénéficiaires, à l'exception de groupements de femmes qui sont appuyés par des ONG.

La micro-irrigation dans la vallée du Sénégal a connu quelques succès à travers le projet d'irrigation au goutte à goutte à basse pression initié par le CECI/PAEP, l'approche de l'African Market Garden/ICRISAT, l'expérience d'ENDA-Lead sur la planification de l'utilisation de la terre à Sébikotane, et l'expérience du Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL). Capitalisant ces acquis, le Projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel) » vise à promouvoir l'investissement dans l'irrigation à petite échelle en vue d'une GDT dans 10

³ FAO & Centre de Suivi Ecologique (CSE) (2003). Project FAO Land Degradation Assessment- LADA- Rapport Préliminaire.

communautés locales de Bakel en vue de satisfaire le double objectif de la conservation des services des écosystèmes et les besoins vitaux des populations. Il s'agit plus concrètement de *« démontrer et de reproduire des pratiques innovantes des populations autochtones en matière d'irrigation durable à petite échelle, et ce, dans le contexte d'une planification intégrée de l'utilisation de la terre »*⁴. Ce projet émanant du Plan National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD), s'inscrit dans le Cadre d'Assistance au Développement des Nations Unies (UNDAF), notamment en ce qui concerne *« la durabilité des moyens d'existence des groupes vulnérables et leur cadre de vie sont améliorés dans les zones de concentration du SNU à travers des actions de protection de l'environnement et de valorisation des ressources naturelles »*.

Financé par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) et mise en œuvre par l'ONG ENDA-LEAD avec l'assistance technique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel) » est mis en œuvre de 2009 à 2013 suivant la modalité « Exécution ONG », sous la conduite de l'Organisation Internationale pour le Développement et l'Environnement (ENDA) Lead Afrique Francophone. Dans sa phase actuelle, le projet arrive à son terme et devra faire l'objet d'une évaluation finale conformément aux règles et procédures du PNUD/FEM en matière de suivi et d'évaluation des projets. L'évaluation finale est l'occasion de faire le bilan de l'atteinte des objectifs du projet, et de fournir des éléments de réflexion sur la consolidation et la valorisation des acquis et la prise en compte des leçons apprises dans une perspective de renforcement de la gestion durable des terres.

Le présent rapport de l'évaluation finale du projet IGDT-Bakel est structuré autour des points suivants :

- i. Rappel des objectifs de la mission;
- ii. Méthodologie de l'évaluation finale du projet
- iii. Présentation du projet
- iv. Présentations des résultats de l'évaluation par critère d'évaluation

⁴ Plan de Travail Annuel- PTA (2012). Projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel).

- v. Analyse des données collectées
- vi. Recommandations

I. Rappel des objectifs de l'évaluation finale du Projet IGDT-Bakel

La mission a pour objectif global d'évaluer les résultats du projet au regard de l'atteinte des cibles pour chaque indicateur du cadre logique et de formuler des recommandations.

Plus spécifiquement, la mission devra apprécier :

- ✓ **la pertinence et la cohérence** qui permettent d'apprécier la justesse du projet par rapport au diagnostic ou encore à la problématique dégagée par rapport aux priorités en la matière, ainsi que l'agencement des actions, voire la stratégie menée en tenant compte des objectifs et du contexte. La mission devra vérifier la concordance du projet avec les besoins et les demandes des bénéficiaires, ainsi que sa conformité avec les orientations stratégiques et générales du pays ;
- ✓ **l'efficacité** pour apprécier dans quelle mesure les activités du projet ont permis d'atteindre les résultats escomptés tels que mentionné dans le cadre logique;
- ✓ **l'efficience** pour mesurer les résultats ou effets obtenus par rapport aux moyens matériels, financiers et humains mis en œuvre, conformément aux normes requises ;
- ✓ **la durabilité** c'est-à-dire la viabilité, l'appropriation et la reproductibilité des actions entreprises par le projet et la représentation des différents groupes de bénéficiaires

L'évaluation finale du projet IGDT-Bakel s'est déroulée du 13 au 23 Juin 2013 suivant une méthodologie combinant une revue documentaire et des rencontres avec les parties prenantes du projet aussi bien au niveau national qu'au niveau local. Alors que la revue documentaire s'est déroulée de façon continue durant tout le processus, les rencontres au niveau national ont impliqué le PNUD, agence d'exécution du FEM, ENDA-LEAD, agence de

mise en œuvre et de coordination du projet, des membres du comité de pilotage national du projet et des visites des sites à Bakel.

Une auto-évaluation du projet avait été conduite en 2012 et avait noté une mise en œuvre satisfaisante du projet. Toutefois cette évaluation avait fait en outre des recommandations en ce qui concerne la nécessité d'assurer une célérité dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation des activités à bonne date, le besoin de consolidation des périmètres pour en faire des modèles de GDT dans le département de Bakel (par l'équipement en kit d'exhaure solaire et kit d'irrigation de goutte à goutte, la plantation de haie-vives et des brise-vents entre autres, fosses compostières), la bonne vulgarisation des Plans D'affectation des Sols, et la facilitation/Incitation à la mise en place d'un fonds d'amortissement par les producteurs.

Tout en faisant une mise à jour sur le niveau d'atteinte des résultats depuis cette auto-évaluation, la présente mission évaluera le niveau de mise en œuvre desdites recommandations.

II. Méthodologie de l'évaluation finale du Projet

La présente évaluation finale est réalisée du 13 au 23 juin 2014 par une consultante internationale, assistée par l'Agence de gestion du projet ENDA-Tiers Monde et l'Agence d'exécution du FEM, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)-Bureau Pays. Dans le cadre de l'évaluation finale du projet, la Consultante Internationale, principale responsable de cette mission a eu à travailler en collaboration avec l'Équipe de coordination du projet et quelques membres du comité de pilotage local.

La méthodologie de l'évaluation consiste en cinq (5) étapes chronologiques, à savoir i) revue documentaires, ii) échanges avec les parties prenantes aux niveaux national et local; iii) visites des sites et échanges avec les bénéficiaires du projet; iv) restitution des travaux de visites de l'évaluation aux niveaux national et local; et v) élaboration du rapport provisoire et du rapport final de l'évaluation du projet.

Une combinaison de quatre critères a permis de réaliser un échantillon raisonné des sites visités et au niveau desquels des entretiens semi-structurés ont été conduits. Il s'agit de : i) type de bénéficiaire (individuel et groupement); ii) genre (femme, homme, et mixte); localisation (le long du fleuve et dans les dieri); et iv) niveau de succès des actions (réussite, échec). A cet échantillon, il a été ajouté des échanges avec trois Présidents de Conseil rural. Au total dix (10) sites dans quatre (4) collectivités locales ont été visités et des échanges menés avec les bénéficiaires pendant une semaine de déroulement de la visite de terrain.

III. Présentation du Projet IGD-T-Bakel

3.1 Tableau synoptique de présentation du Projet

Période du Programme : 2009-2013 Composante du Programme: Énergie et Environnement- Innovations dans la Micro-irrigation pour les Agriculteurs des zones Arides Titre du projet : Initiatives Pilotes de Micro-Irrigations et de Gestion des Terres Project ID : PIMS : 2120: SIP Durée du projet : Trois (3) ans Modalité d'Exécution : ONG (ENDA)	FINANCEMENT (\$ E.U)	
	FINANCEMENT GEF	
	Budget Total	2,040,000\$ EU
	Ressources Allouées	2,040,000 \$
	FEM	1,000,000
	Co-Financement (en nature et en espèces)	1, 040,000

3.2 Description du projet

Le projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel) » a été conçu pour inverser les tendances de dégradation des terres et des écosystèmes du département de Bakel, à travers la promotion de pratiques simples et efficaces d'aménagements de terres qui permettent d'intégrer les trois dimensions du développement durable : l'économie (amélioration substantielle des revenus des populations) ; l'environnement (promotion de la durabilité écologique à travers l'utilisation des engrais verts) ; et le social (l'amélioration des conditions de vie et du statut des populations bénéficiaires et la contribution du projet au développement local). Il s'agit d'un projet pilote qui pourrait apporter des innovations significatives dans la stratégie nationale de la gestion des terres, en ce qui concerne l'irrigation au Sénégal et renforcer la politique gouvernementale en matière d'irrigation à petite échelle.

D'une manière globale, le projet devrait contribuer à promouvoir la durabilité écologique et la productivité des terres arides. Plus spécifiquement, le projet vise à promouvoir des stratégies et pratiques appropriées de GDT. A terme, la mise en œuvre du projet devrait produire des impacts significatifs en termes de renforcement de la durabilité des moyens de subsistance des populations Sénégalaises.

La Zone d'intervention du projet couvre (4) communautés rurales sur les cinq (5) que compte le département, Sintou Fissa, Bélé, Gaabou, et Moudery, dans deux (2) communes, Kidira et Bakel, ainsi que dans dix (10) communautés locales Sintou Fissa, Bélé, Kidira, Kadiel, Gaabou, Bakel, Tuabu, Moudery, Kahé et Golmy. Il s'articule autour de trois composantes i) renforcement des capacités, notamment par la mise en place d'une base de données sur la micro-irrigation, la dissémination des meilleures pratiques autour de la micro-irrigation et de la GDT et la formation des leaders locaux ii) des investissements dans la micro-irrigation en vue de la GDT dans 10 communautés rurales de Bakel ; et, iii) l'apprentissage, l'évaluation et la gestion adaptative.

Le projet IGDT-Bakel est mis en œuvre selon la modalité ONG et offre un cadre de partenariat avec plusieurs acteurs locaux. Les principaux acteurs sont les communautés locales des communes rurales concernées. Celles-ci sont appuyées par les services

déconcentrés régionaux et municipaux, des sociétés d'État, ainsi que la radio communautaire locale. Il s'agit notamment de la Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta (SAED), l'Agence Régionale de Développement (ARD), le Service Départemental pour le Développement Rural (SDDR), le Service de l'Élevage. Deux comités de pilotage, un au niveau national et un au niveau local, donnent des orientations et assurent le suivi de la mise en œuvre du projet.

Le projet IGDT est cofinancé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). L'agence d'exécution est le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Pour plus de détails sur la description du projet, voir annexe 2 du rapport.

Les tableaux 2, et 3 présentent respectivement le sommaire du plan de financement du projet, et les co-financements.

Tableau 2. Plan de financement du Projet (\$)

	Project Preparation	Project	Frais de gestion	Total
Subvention FEM	0	910,000	90,000	1,000,000
Co-financing	40,000	1,000,000		1,040,000
Total	40,000	1,910,000	90,000	2,040,000

Tableau 3. Co-financement en nature

Parties prenantes	Cofinancement en nature (US dollars)
INP	100000
UPHORBAK	75000
SAED	67000
ENDA TIERS MONDE	350000
SDDR	50000
JIDA FM	16600
Bakel info	1000
Service des Eaux et Forêts	9000
Total	668600

IV. Présentation des Résultats de l'Évaluation

4.1 Évaluation du niveau d'atteinte des résultats

V. Le tableau 3 ci-dessous présente le niveau d'atteinte des résultats en se référant au cadre logique du projet.

Tableau 3. Évaluation du niveau d'atteinte des résultats

Stratégie du Projet	Indicateurs objectivement vérifiables					Évaluation du niveau d'atteinte de résultats en %	Revue en 2013 de la mise en œuvre du projet
	Indicateur	Valeur Initiale	Valeur cible à date	Source de vérification	Résultats atteints du point de vue de l'évaluation		
Objectif à long terme: Contribuer à la gestion durable de la terre afin de maintenir et d’améliorer la santé des écosystèmes, leur stabilité, leur intégrité, leurs fonctions et les services auxquels ils donnent accès, et dans le même temps, soutenir les moyens de subsistance durables au Sénégal.							
Objectif du Projet: Démontrer et reproduire des pratiques novatrices, autochtones et durables en matière d"irrigation à petite échelle dans un contexte de planification intégrée de l'utilisation de la terre.	Des hectares de terre gérés de manière durable.	Zéro	Quelques 4.00 ha. de terres gérées dans le cadre de la GDT à la fin du projet.	Rapports sur le S&E du projet	1870 ha de terres récupérées et aménagées è travers le système goutte à goutte, ceci n’intègre pas les terres aménagées par des personnes ne bénéficiant pas directement du projet.	213%	La revue du projet en 2013 était beaucoup plus optimiste au regard des performances et du dynamisme noté dans la mise en œuvre du projet et projetais la récupération une récupération de 2,250ha si la tendance se maintenait et en comptant avec l’effet « tâche d’huile »
	De nouveaux agriculteurs s’impliquent dans l'irrigation à petite échelle ou adoptent des pratiques améliorées en matière de systèmes d’irrigation à petite échelle.	Zéro	Au moins 400 agriculteur s (dans 10 communautés locales) dans le Dépt de Bakel la 3ème année.		Nécessité d’une étude spécifique afin de disposer de données fiables sur ces réalisations		
					A la suite de la revue en 2013 de la mise en œuvre du projet, près de 400 agriculteurs et éleveurs	133%	Environ 300 agriculteurs et éleveurs,

					se seraient formés de façon informelle à travers des bénéficiaires directs du projet, soit 133 % du nombre de personnes formées, tel qu'enregistré lors de la revue en 2013 du projet. Les thèmes des formations sont variées : techniques irrigation, défense et restauration des sols, compostage, maraîchage, mis en place pépinière, gestion intégrée de la production et des déprédateurs, gestion et maintenance des ouvrages hydrauliques, gestion de base de données, TIC et agriculture, leadership et agriculture durable).		20 techniciens relais ont été formés aux techniques de gestion durable des terres
COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES							
Effet attendu 1.1 Une conscience et une connaissance accrues des pratiques durables d'irrigation au niveau national	Une base de données informatisée des initiatives à succès en matière d'irrigation à petite échelle dans les régions arides partout dans le monde, y compris des informations relatives aux irrigateurs	Pas de base de données A déterminer après les études de la situation	Base de données disponible à la fin de la première année d'exécution du projet.	Rapport annuel du Projet ; Plans communautaires d'utilisation de la terre	La performance enregistrée lors de la revue de mise en œuvre du projet en 2013 est restée inchangée	100% Objectif atteint. Toutefois, une base de donnée n'est utile que lorsqu'elle est alimentée et que les données sont accessibles à tous moments.	La base de données a été opérationnelle depuis la fin de la première année et a été continuellement mise à jour. Ce résultat a été atteint grâce au développement de partenariats. Quelques études approfondies ont permis d'alimenter cette base de données; il s'agit entre autres des études sur les

	modèles ayant développé des initiatives à succès au Sénégal.	de référence					caractéristiques pédologiques de 12 sites, le potentiel de séquestration de carbone de la Réserve de Gandé, le diagnostic des écarts entre politique et pratique en matière de GDT, l'analyse du cadre politico-juridico-institutionnel de l'irrigation à petite échelle.
	Des plans communautaires d'utilisation de la terre intégrés dans les sites sélectionnés.		Au moins 10 plans communautaires intègrent les meilleures pratiques en matière de GDT et/ou de pratique d'irrigation		Il n'y a pas eu d'avancée significative sur la vulgarisation des PAOS à la suite de la revue de 2013. Il était attendu du projet de vulgariser les POAS, ce qui n'a pu se faire.	10%	Avant le démarrage du projet, la SAED qui est la société gouvernementale en charge du développement de la vallée de la rivière Falémé et, avec le soutien financier de l'Agence française de développement (AFD), a travers une approche participative et inclusive (communauté rurale, les ONG, services techniques de l'Etat) ont élaboré des plans fonciers et leur utilisation dans neuf (9) communautés rurales

					appel à la promotion de la petite irrigation (plaidoyer).		
Stratégie du Projet	Indicateur Objectivement vérifiable			Source de Vérification	Résultats atteints du point de vue de l'évaluation	Niveau d'atteinte des résultats en %	Revue en 2013 de la mise en œuvre du projet
	Indicateur	Valeur Initiale	Valeur cible et date				
Effet attendu 1.3 Potentiel de séquestration du carbone de la GDT est mieux compris et documenté, et contribue aux négociations internationales	Méthodologies de séquestration du carbone	Pas d'évaluation & de méthodologie disponibles/réalisées pour la séquestration du carbone dans le cadre de la planification intégrée de l'utilisation de la terre	Au moins une méthodologie est développée au niveau national/local et une évaluation du Carbone est réalisée et utilisée lors des négociations internationales	Etudes et assistance techniques concernant la séquestration du carbone	Une méthodologie pour le suivi et l'évaluation de la séquestration du carbone dans le sol a été élaboré et est actuellement à l'essai (Rapport disponible sur le site de ENDA http://endatiersmonde.org)	100%	Le même résultat avait été mentionné lors de la revue de 2013
COMPOSANTE 2: INVESTISSEMENTS DANS LA MICRO IRRIGATION							
Effet attendu 2 Modèles de systèmes de micro irrigation durables appliqués dans le département	Des agriculteurs participants aux pratiques pilote de terrain /investissements dans la micro-irrigation	Pas de tests sur le terrain installés; données de référence à définir	Au moins 400 nouvelles unités sont installées en trois ans Au moins	Rapport annuel sur le Projet Etudes auprès des bénéficiaires	La documentation disponible a révélé une performance supérieure à celle enregistrée lors de la revue de 2013. Elle est estimée à peu près de 200 sites supplémentaires, soit 75 de plus que ce qui avait été enregistrés à	55% Il n'est pas possible d'évaluer le niveau d'atteinte des résultats étant donné l'inexistence de données	Cent trente-cinq (135) sites supplémentaires ont été mis sous la GDT entre Juin 2012 et Juin 2013.

de Bakel		et évaluer au lancemen t du projet			la revue de 2013. Toutefois l'objectif des 400ha n'a pu être atteint et a été jugé un peu trop ambitieux pour 3 ans de mise en œuvre du projet. Au nombre des réalisations, on peut citer : (Puits hydrauliques -Gouniang, Bakel commun-); Equipement complet en systèmes d'exhaure, réhabilitation des ouvrages de retenu d'eau (Fette Golombi, Dewalidiala, Yenimale), réalisation d'un chateau d'eau; 9 GMP, 115 kits d'irrigation basse pression, 10 kits solaires complets, Mise à disposition d'intrants agricoles-semences, engrais chimiques, produits phytosanitaires.	de référence.	
	Productivité des cultures accrue sur les sites pilote Meilleure utilisation des ressources en eau dans les sites pilotes (rendement / pénurie d'eau)		30% d'augmentation de la productivité des cultures sur les sites pilote. [utilisation plus efficace des ressources en eau objectif à définir au		Selon les bénéficiaires, l'augmentation de la productivité serait supérieure au taux de 40% noté par la revue de 2013 s'ils s'en tiennent à leurs revenus qui s'est accru de façon significative. Une étude approfondie permettrait de disposer de données fiables. indépendante.	Nécessité de reformuler cet indicateur de manière plus réaliste et objectivement mesurable.	Une augmentation de rendement de plus de 40% a été notée dans presque tous les sites de projets d'intervention.

			début du projet.				
Stratégie du projet	Indicateurs objectivement vérifiables			Source de vérification	Résultats du point de vue de l'évaluation	Niveau d'atteinte des résultats en %	Revue de mise en œuvre du projet en 2013
	Indicateur	Valeur Initiale	Valeur cible et date				
COMPOSANTE 3: APPRENTISSAGE, EVALUATION ET GESTION ADAPTATIVE							
Effet attendu 3.1 La gestion du projet est efficace	Taux de livraison du Projet		Le taux de livraison de la gestion du Projet avoisine 70% par an		Rapport annuel sur le Projet Rapports du Gouvernement & du PNUD Le taux moyen de livraison du projet est estimé à plus de 80%. Presque toutes les activités prévues ont été réalisées.	114%	La revue de 2013 avait noté un taux très satisfaisant de livraison du projet à 80%
Effet attendu 3.2 Conscience accrue au niveau national et régional du potentiel des pratiques de micro-irrigation favorisant ainsi l'apparition de bénéfices environnementaux et socio-économiques à l'échelle mondiale	Des méthodes de transfert de connaissances testées sur le terrain ainsi que des outils pour la généralisation des pratiques de micro irrigation et d'irrigation à petite échelle dans le cadre de la GDT, partout au Sénégal et dans la sous-région Des acteurs dans la région de Bakel participent	Peu d'instruments disponibles	Au moins quatre publications majeures sur les nouvelles méthodes, les outils et/ou meilleures pratiques à la fin du projet Au moins 50	Publications du Projet Visite de	Des données sur les outils de gestion des connaissances sont disponibles sur le site web de ENDA-LEAD, ainsi que sur les sites Web des partenaires, toutefois, l'évaluation n'a pas noté de publications sur les bonnes pratiques en matière de GDT. La participation des acteurs aux	Plus de 200%	Outre le documentaire réalisé en 2012 sur la contribution de l'irrigation à petite échelle à la GDT, la revue de 2013 a mentionné 2 notes de position publiée par ENDA-LEAD Afrique Francophone pour un plaidoyer en vue de la promotion de l'irrigation à petite échelle.

	aux efforts de transfert de connaissances	Zéro	agriculteurs participent à la diffusion des activités et/ou visites de terrain à la fin du projet	terrain et rapports sur le projet	efforts de transfert de connaissances est impressionnante. Le projet a tellement suscité un engouement que le transfert de connaissance se fait aisément. Le nombre de personnes ayant participé à la diffusion des activités/visites de terrain est estimé à plus de 300. Une évaluation indépendante sur cet aspect spécifique de transfert de connaissance serait recommandable.		Plus de 160 Techniciens, 30 Agriculteurs leaders (hommes et femmes, env. 300) ont été formés sur divers sujets liés à la gestion durable des terres et ont participé à des activités de diffusion et / ou des visites-échanges
--	---	------	---	-----------------------------------	---	--	--

4.2. Notation des résultats par critère d'évaluation

Tableau 4 : Notation de l'atteinte des résultats

<i>Notation de l'atteinte des résultats par critère d'évaluation</i>		
Critères	Note	Commentaires
Pertinence	Très pertinent	Bakel est localisé dans une zone aride avec un état avancé de dégradation des ressources naturelles et de la biodiversité. L'accès à une eau de qualité et en quantité pose un défi. Les modes d'exploitation des ressources et les pratiques d'utilisation des sols sont incompatibles avec les préoccupations de gestion durable, d'où l'adéquation du projet avec les besoins des populations locales. Ce projet s'inscrit parfaitement dans les initiatives de lutte contre la désertification et démontre une cohérence parfaite entre les besoins de renforcement de capacités, les investissements et l'apprentissage, l'évaluation
Efficacité	Très satisfaisante	Les actions entreprises par le projet ont permis de régler les problèmes auxquels ce projet devait faire face. Il s'agit notamment de la restauration de la fertilité des sols et de l'amorce du processus de dégradation des ressources naturelles. Les espaces couverts par la micro-irrigation sont estimés à 1870 ha, soit près de 5 fois la superficie visée par le projet. La superficie des terres récupérées est estimée à quelques centaines d'hectares. Les techniques introduites ont permis l'utilisation plus rationnelle de la ressource eau et des terres qu'il convient d'évaluer pour donner plus de précision. L'implication des techniques dans le milieu scolaire est une bonne stratégie qui permet d'atteindre le triple objectif de pédagogie, de changement de comportement des adultes en

		utilisant les élèves comme levier, et l'amélioration de la nutrition dans les cantines scolaires et le soutien financier pour la gestion des écoles. Les connaissances acquises par les bénéficiaires ont été mises en application de façon efficace et le matériel mis à disposition est fonctionnel sur tous les sites. La gestion des risques a été globalement satisfaisante.
Efficienne	Satisfaisante	Le dynamisme du comité local de pilotage du projet, ainsi que son autonomie d'action ont beaucoup contribué à la célérité des actions sur le terrain. Le comité national de pilotage a régulièrement tenu ses réunions de suivi et donné des orientations pertinentes pour une gestion adaptative du projet. Les rapports périodiques d'activités et les documents de planification sont soumis à temps au comité national de pilotage qui les valide avec l'implication des membres du comité local de pilotage du projet. Les accords de partenariats ont été fonctionnels. Le projet aurait pu atteindre une meilleure performance si les lenteurs administratives n'avaient pas occasionné un retard dans le démarrage du projet. De même une plus grande célérité dans le transfert des fonds aurait contribué à la mise en œuvre à bonne date de certaines actions.
Durabilité	Probable	Bien que les co-financements n'aient pas été mobilisés, les résultats atteints ont été satisfaisants. Les retombées économiques certaines du projet, l'appropriation technique du projet par les bénéficiaires, l'ancrage institutionnel local à travers le comité de pilotage et les techniciens relais, et les partenariats locaux fonctionnels, sont autant de

		facteurs qui contribuent à la durabilité des résultats atteints pas le projet. Il est toutefois nécessaire d'accompagner les bénéficiaires afin d'assurer une réelle appropriation financières à travers la mise de fonds d'amortissement des équipements. Au plan environnemental, les techniques de fertilisation produisent certainement des effets positifs qui vont au-delà des espérances des producteurs. Certains d'entre eux récupèrent déjà les terres autrefois abandonnées, toute chose qui augure de la restauration des terres dégradées et de l'inversion du processus des ressources naturelles et de la biodiversité. La vulgarisation des Plans d'Attribution des Sols (PAOS) doit être renforcée pour assurer une utilisation plus rationnelle des terres et réduire les conflits entre usagers.
Impacts	Probablement significatifs	Compte tenu de la durée limitée du projet, les impacts sont peu perceptibles. Cependant, selon les perceptions des bénéficiaires, l'inversion du processus de dégradation des terres et des ressources naturelles de façon générale serait amorcée et les résultats semblent être probants en termes d'augmentation de la productivité et de la production. La production aurait plus que doublé sur plusieurs sites. Il est toutefois nécessaire de réaliser des études spécifiques pour disposer de données objectives et fiables. Par ailleurs, la mise en application ultérieure du plan d'action élaboré à la suite des enquêtes sur les capacités des terres restaurées avec les techniques d'irrigation à petite échelle, permettra d'identifier davantage les impacts environnementaux.

4.3 Commentaires du niveau d'atteinte des résultats par effet

Pertinence : Le projet IGDT-Bakel contribue parfaitement à relever les défis de gestion rationnelle de l'eau et des terres dans une zone aride dans laquelle est localisé le département de Bakel. En effet, le département appartient au domaine soudanien et se particularise par une forte variabilité des paramètres climatiques avec une amplitude thermique dépassant facilement 20°C, une forte variabilité interannuelle et intra annuelle (80% au mois de juillet) de la faible pluviométrie, ce qui entraîne une évapotranspiration mensuelle qui peut varier de 112 mm au mois de décembre à 220 au mois de mai; d'où l'adéquation d'un projet du type IGDT-Bakel. Il s'agit d'un projet inclusif qui est mis en œuvre dans une zone où les conditions climatiques, physiques et hydrologiques sont austères et où le taux d'insécurité alimentaire atteint 65 % selon le rapport conjoint de la FAO et du PAM sur la sécurité alimentaire et les implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel (2012 à 2013). De plus, les populations de Bakel font parties des populations pauvres du Sénégal. Par ailleurs, les mesures mises en œuvre par le projet exigent des investissements modestes et des équipements faciles d'utilisation.

Le projet IGDT-Bakel s'intègre parfaitement dans les stratégies nationales de lutte contre la désertification et de réduction de la pauvreté au niveau des couches vulnérables. Au niveau local, le projet offre l'opportunité pour les populations d'améliorer leurs conditions de vie sur le court, moyen et long terme à travers l'inversion de la tendance d'utilisation irrationnelle des ressources en eau et de dégradation des terres et l'augmentation de leur productivité, d'une part, et crée l'occasion d'interventions synergiques et coordonnées des structures techniques déconcentrées à travers son comité local de pilotage. Au niveau national, le projet IGDT-Bakel, de par son approche novatrice, représente potentiellement un modèle à diffuser au niveau national et même au-delà. Au niveau régional, ce projet vient combler un tan soit peut le déséquilibre dans la répartition géographique des projets, le département de Bakel n'ayant souvent pas été pris en compte du fait de son enclavement et des conditions climatiques austères. Ce projet qui vise à promouvoir l'investissement dans l'irrigation à petite échelle en vue d'une gestion durable des terres dans le

département de Bakel, capitalisant les acquis de projets antérieurs, notamment la micro-irrigation dans la vallée du Sénégal qui a connu quelques succès à travers le projet d'irrigation au goutte à goutte à basse pression initié par le CECI/PAEP, l'approche de l'African Market Garden/ICRISAT, l'expérience d'ENDA-Lead sur la planification de l'utilisation de la terre à Sébikotane, et l'expérience du Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL).

Efficacité : le projet a été jugé efficace dans l'ensemble, si l'on prend en compte le retard de près d'une demi-année accusé dans son démarrage. Le taux moyen de réalisation annuel des trois composantes est de 80%. Selon les estimations, environ **1870 ha** de terres dégradées ont été aménagées à travers le système d'irrigation à petite échelle, soit un taux de réalisation de **213%**, ceci n'intègre pas le nombre additionnels de terres récupérées sous l'effet démultiplicateur du projet. Des centaines d'hectares de terres dégradées ont été récupérées et l'augmentation de la productivité de ces terres est estimée à un taux moyen de 40%. Plus de **135** leaders locaux et **300** agriculteurs et agricultrices ont été formés sur les techniques de GDT sur un total de 400 prévus, soit un taux de **108%**, et ceci sans compter le nombre additionnel du fait de l'effet démultiplicateur des formations. Une base de données a été constituée et rendue opérationnelle dès la fin de la première année de la mise en œuvre du projet grâce au développement de partenariats aux niveaux local et national. Avec l'appui du projet, certaines municipalités ont adopté des pratiques contribuant à la protection et la restauration des forêts. Par exemple, le Conseil de Moudery produit **10 000 plants** d'arbres chaque année et a instauré des règles de contrôle de l'exploitation des produits ligneux. **Deux unités** d'expérimentation ont été installées à Bakel et à Moudery et ont permis d'atteindre des objectifs pédagogiques et sensibilisation du public. Des bases de données de l'UPHORBAK, de l'ARD et du SDDR, ainsi que les résultats du diagnostic organisationnel réalisé en amont, ont été mise à contribution pour gérer efficacement les risques identifiés en amont de la mise en œuvre du projet. Un glossaire de référence analytique a été élaboré et traduit en langues locales pour faciliter l'accès des populations à l'information et une meilleure compréhension de la problématique par les acteurs impliqués. Enfin, une méthodologie de suivi et évaluation du

carbone séquestré est élaborée et attend d'être opérationnalisée. La base de données sur les bonnes pratiques en matière de GDT et la diffusion de ces pratiques sont à renforcer en vue d'une valorisation des résultats du projet à l'échelle nationale et au-delà. **Le taux moyen d'exécution financière, estimé à 87% par an a atteint 99,71% à la fin du projet.**

Efficienne : Globalement, les résultats obtenus à travers chacune des trois composantes du projet ont été à la hauteur des moyens financiers et matériels mis à disposition. Une gestion adaptative, consistant essentiellement à une réallocation budgétaire, a été jugée nécessaire et bénéfique pour apporter des mesures correctives aux retards accusés dans le démarrage du projet (près d'une demi-année), ainsi que dans le retard de la mise à disposition des fonds. L'appui administratif et l'assistance technique fourni par le PNUD/FEM ont été jugés satisfaisants et les audits et planification des activités se sont faits sur une base régulière avec des résultats bien appréciés. Le projet a développé efficacement des partenariats aussi bien avec des services déconcentrés de l'État, qu'avec des projets similaires, privilégiant l'expertise locale. L'autonomie de gestion accordée au comité local de pilotage du projet a contribué dans une large mesure à la livraison à bonne date du projet.

Durabilité : La durabilité des actions du projet est probable. En effet, les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du projet IGDT-Bakel ont permis de se rendre compte que la majorité des producteurs du département de Bakel sont conscients des effets de la désertification et des changements climatiques et de la nécessité impérieuse d'adopter de meilleures stratégies et ont ainsi eu une meilleure connaissance de la pertinence de l'irrigation à petite échelle. L'ancrage institutionnel du projet au niveau local est un facteur essentiel pour faciliter l'appropriation technique du projet. Les formateurs relais sont à même d'assurer un transfert de compétence. Les mesures proposées sont à même de renforcer la capacité des différentes parties prenantes (ONG, associations, et collectivités locales) à participer au processus d'élaboration de politiques et de programmes locaux. Il s'agit en l'occurrence des pratiques d'utilisation rationnelle des ressources en eau et des

terres, ainsi que des techniques d'amélioration de la productivité des terres et la vulgarisation des Plans d'Occupation et d'Attribution des Sols qui requièrent une assistance multidisciplinaire et l'intervention de divers acteurs, y compris les techniciens et les acteurs relevant du niveau des décideurs politiques. Le défi reste la meilleure coordination des actions et la continuité dans les actions de suivi du comité local de pilotage du projet. Par ailleurs l'appropriation financière des actions du projet doit être renforcée à travers la promotion des fonds d'amortissement des équipements mis à disposition.

Impacts : La durée de mise en œuvre effective nous semble trop courte (un peu moins de 3 ans si l'on considère le retard dans le démarrage du projet) pour parler de façon objective des impacts du projet. Ces impacts sont caractérisés tel qu'il suit :

Au plan socio-économique : les résultats sont probants. Selon les témoignages des bénéficiaires, il est possible aujourd'hui dans les exploitations couvertes par le projet de produire des légumes en toutes saisons. La diversification des sources de revenus des populations a contribué à améliorer le statut social et le renforcement de la confiance en soi, notamment au niveau des couches marginalisées parmi lesquelles on compte la majorité des femmes. Le renforcement apparent de l'autosuffisance alimentaire de la santé des populations et celle des enfants en particulier, qui semble ressortir de nos observations et interviews, devrait faire l'objet d'une étude plus approfondie pour produire des données évidentes.



Source photo d'illustration: Alioune SALL, Radio communautaire Jiida FM (Bakel-Juillet 2014)

Au plan culturel : le projet a contribué à renforcer les valeurs de solidarité et de cohésion sociale non seulement bien au sein des bénéficiaires, mais aussi au sein des structures techniques, membres du comité local de pilotage du projet. Le fait que la société Soninké soit reconnue pour les valeurs ci-dessus énumérées présente un atout majeur pour le renforcement des actions du projet. En effet, l'assistance des bénéficiaires aux personnes démunies en fin de campagne et au cours d'évènement sociaux, d'une part, et le renforcement des liens d'amitié et de relations professionnelles entre les membres du comité d'autre part, en témoignent.

Au plan technique : le projet a contribué à la professionnalisation des producteurs et à l'émergence d'entrepreneurs agricoles qui tiennent pour la plupart des comptes d'exploitation de manière appréciable. Ici encore, la présence d'émigrants dans la zone d'intervention du projet devra être considérée comme un atout majeur.

Au plan institutionnel : les partenariats locaux, conduits avec succès ont contribué à donner une image positive d'un projet et d'une ONG. Plus particulièrement, ENDA-LEAD Afrique Francophone, de par son dynamisme et son efficacité a su changer les préjugés négatifs sur les ONGs , renforcer sa crédibilité, et a pu mieux s'intégrer dans le réseau des producteurs locaux, ce qui lui a valu son admission dans le Comité Départemental de Développement, un organe de coordination , présidé par le Préfet. De plus, ENDA-LEAD est admis dans l'amicale des chefs de service, à travers un des membres de son personnel qui siège dans l'une des commissions de l'amicale. Toujours sur le plan institutionnel, les actions du projet IGDT ont produit un effet catalyseur auprès d'autres partenaires, notamment le programme USAID-DJAADEE qui s'appuie sur le modèle d'IGDT. Les communautés bénéficiaires du programme USAID, s'organisent elles-mêmes pour se procurer les kits d'irrigation et les panneaux solaires, contribuant à la réplication des actions du projet IGDT.



Source photo d'illustration: ENDA-LEAD Afrique Francophone (Bakel, 2012)

Au plan environnemental : L'utilisation de techniques de restauration de la fertilité des sols à travers l'utilisation des engrais verts a un impact positif sur le plan environnemental. Toutefois, ces impacts sont peu perceptibles, même si les populations bénéficiaires arrivent à faire des témoignages sur les changements positifs notés. De manière spécifique, la

capacité des terres aménagées à stocker du carbone reste à définir à la suite de la mise en place du dispositif.

V. Analyse des données collectées

Une analyse critique de certains éléments essentiels ayant marqué la mise en œuvre du projet, ainsi que la caractérisation des facteurs de succès et ceux ayant présentés des défis permettra d'identifier les perspectives pour la capitalisation et la valorisation des acquis du projet IGDT-Bakel.

5.1 Caractérisation des éléments d'analyse

Investissements de micro-irrigation à Bakel : La pertinence et l'efficacité de l'irrigation en matière de GDT ne font plus aucun doute. Les projets antérieurs comme le PAEP/CECI et plus récemment le PAPIL en ont fait une démonstration qui a donné des succès. Même la SAED, qui pendant longtemps n'a privilégié que l'irrigation à grande échelle accorde une importance à la petite irrigation à travers sa lettre de mission qui comporte des axes et des domaines d'activités de préservation de l'environnement, de sécurisation foncière, de structuration et de professionnalisation des acteurs. L'amélioration des sols au même titre que la maîtrise de l'eau contribue à l'augmentation durable de la productivité de l'agriculture, celle des revenus des producteurs et d'une manière plus globale à celle du niveau de vie des populations. Les enjeux de l'irrigation à petite échelle sont multiples. Elle joue un rôle primordial dans la sécurité alimentaire des villes en forte croissance démographique. C'est un secteur pourvoyeur d'emplois et de revenus aux populations, rurales, urbaines et périurbaines. L'irrigation à petite échelle contribue à la réduction de la pauvreté par l'amélioration du niveau de vie des populations vulnérables (jeunes, femmes, personnes déplacées...) ainsi qu'à la valorisation des ressources non utilisées (zones de décharges de déchets et des ordures ménagères, terres marginales etc.), et à l'amélioration de la balance commerciale à travers les exportations.

Il convient de mentionner toutefois que les actions réalisées par IGD-T-Bakel ne sont pas encore à une envergure significative pour espérer créer les impacts attendus en terme d'inversion de tendance de dégradation des ressources en eau et des terres. Non seulement les estimations de 1870 ha de superficies récupérées relèvent encore des perceptions des bénéficiaires, mais elles restent modestes si l'on prend en compte le fait que dans le département de Bakel, 2/3 des terres arables sont touchées par la dégradation, soit **2,5 millions d'hectares**, et environ **34%** de la superficie du pays comme l'a fait remarquer le PNUD lors de l'atelier national de partage des résultats du Projet Initiatives pilotes de micro-irrigation et de gestion durable des terres en Avril 2014. Le même raisonnement s'applique au nombre de bénéficiaires du projet qui ne représentent que quelques centaines de personnes sur une population de 202 653 habitants dont les 85% sont mobilisées par le secteur agricole (Dogué, 2014).

Les investissements à faire encore sont d'autant plus considérables qu'il est nécessaire d'anticiper sur la dégradation des ressources naturelles dans l'arrondissement de Kenieba qui n'est pas pris en compte par le projet et qui pourtant représente des enjeux majeurs. C'est en effet une zone potentiellement vulnérable qui est enclavée et qui accueille un nombre très impressionnant de cheptel transhumant venant de 3 pays voisins du fait de la disponibilité d'eau. L'arrondissement de Kenieba est aussi une zone aurifère, c'est à dire une zone potentielle de conflits et de pollution avec tous les risques d'altération de la santé humaine. La nécessité de l'extension des actions d'irrigation à petite échelle pourrait également contribuer à soutenir les municipalités dans le cadre de la phase active de l'Acte 3 de la décentralisation à travers le développement de territoires compétitifs et viables, répondant ainsi aux exigences de pôle de développement.

Enfin, même si le projet IGD-T-Bakel a su faciliter l'accès à la terre, il reste qu'il n'a pas pu surmonter les obstacles liés aux pesanteurs socio-culturelles qui persistent encore au niveau des castes. Par exemple à Gouniang-Gaabou, la Famille BATCHILI continue de se réclamer le droit de chefferie et exerce une influence négative sur les personnes castées, qui pourtant comprennent les enjeux de l'irrigation à petite échelle et veulent s'y impliquer. De même, le projet n'a pu faire des avancées significatives dans la vulgarisation des POAS, qui auraient pu permettre d'aborder toutes les questions liées à l'accès à la terre, y compris

les pesanteurs socio-culturelles et tenter d'y apporter des solutions. En tout état de cause, la sécurisation foncière reste un défi majeur à relever si l'on veut mettre en œuvre une approche inclusive de promotion de l'irrigation à petite échelle dans le département de Bakel et au Sénégal en général. Un atout majeur à prendre en compte c'est les prérogatives des autorités municipales et politico-administratives d'affecter ou de désaffecter les terres, conformément aux dispositions de la loi foncière de 1964 en ce qui concerne l'affectation des parcelles d'irrigation en zones de terroirs et l'affectation de parcelles en zones urbaines

Stratégie d'implication des bénéficiaires : Les bénéficiaires du projet IGDT-Bakel sont aussi bien des bénéficiaires individuels (type exploitation familiale) que des groupements (surtout au niveau des femmes). S'il est vrai que la discipline et la rigueur de gestion qui caractérisent le premier type de bénéficiaires sont des facteurs contribuant à la performance, le projet IGDT-Bakel aurait pu privilégier les groupements pour consolider les interventions afin d'en faciliter l'effet « tâche d'huile » des actions. En effet, il est plus facile d'impliquer un plus grand nombre de bénéficiaires à travers la réplication des actions par plusieurs individus de groupements que par des bénéficiaires individuels. En privilégiant l'approche groupement, le projet éviterait dans une large mesure le « saupoudrage » et accroîtrait son impact.

Planification-Suivi-Évaluation : La démarche de planification est participative et implique tous les acteurs clés à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet à savoir i) Initiation des activités au cours des ateliers communaux d'auto-évaluation et de programmation ; ii) mise en cohérence des activités programmées avec le cadre logique et les résultats attendus; iii) Réunion du Comité de Pilotage local du projet (regroupant les partenaires techniques d'exécution et les représentants des producteurs); iv) réunion du Comité National de Pilotage du projet (regroupant les partenaires techniques d'exécution et le PNUD) ; et v) Transmission des PTA au PNUD pour allocation budgétaire et vérification de la conformité avec les résultats attendus . Le cadre formel de coordination des activités est constitué du Comité de Pilotage, et les réunions de revue des PTA des

projets (regroupant les partenaires techniques d'exécution, agence gouvernementale de coordination, PNUD et autres).

Le Comité de pilotage a parfaitement joué son rôle de suivi et de coordination des activités. Il a également joué un rôle important dans l'orientation stratégique du projet et le management adaptatif au moment de l'élaboration et l'évaluation des plans de travail annuels. Cependant, la Consultante n'a noté la réalisation de visites-terrain par ce Comité de Pilotage qu'en dernière année du projet. Il ne fait pas de doute que des visites des sites et des échanges avec les bénéficiaires au cours des deux premières années auraient contribué à des décisions plus éclairées dans le cadre de l'orientation des actions du projet.

Le Comité Local de Pilotage du projet a également joué parfaitement son rôle d'accompagnement, de suivi et de coordination des actions du projet. Ce comité, composé pour l'essentiel des services techniques déconcentrés de l'État a su mener des actions concertées et efficaces. En sachant que le projet IGDT-Bakel a une durée de vie limitée et qu'il est d'ailleurs arrivé à terme, on est en droit de se poser la question à savoir que deviendra Comité Local de Pilotage en l'absence d'un projet qui aurait pu mettre à disposition de façon continue les moyens matériels et financiers? Deux options pourraient être explorées à ce propos : i) faire un plaidoyer auprès de l'État pour une politique claire en matière de GDT avec l'irrigation à petite échelle et la mise à disposition de moyens conséquents aux services techniques si l'État veut faire de la gestion des ressources naturelles une gestion durable; ii) transférer les compétences actuelles du Comité Local de Pilotage à l'Union des Producteurs Horticoles de Bakel (UPHORBAK) qui a plus de 15 ans d'expérience dans l'accompagnement des producteurs dans le département et qui regroupe 315 Unités de Production Horticole(UPH) qui sont des producteurs individuels, des groupements d'intérêt économique, ou des groupements de promotion féminine.

En ce qui concerne la Gestion Axée sur les Résultats, la plupart des résultats escomptés respectent les principes, notamment le réalisme et la possibilité d'atteindre ses résultats dans la durée de mise en œuvre du projet. Cependant, quelques indicateurs méritent d'être

reformulés pour en faciliter l'évaluation. Il s'agit notamment de l'indicateur relatif à l'amélioration de l'utilisation des ressources en eau et à l'augmentation de la productivité des terres. Au-delà de la reformulation des indicateurs, il s'agit de se donner des moyens pour produire des données factuelles et crédibles pour faciliter la prise de décisions dans l'utilisation, l'affectation et l'attribution des terres. Il faut surtout être conscient que l'approche de Gestion Axée sur les Résultats requiert des données et procédures crédibles pour déterminer les résultats attendus ainsi que de solides statistiques, systèmes de suivi des performances et protocoles d'évaluation pour évaluer les performances effectives et mettre à profit ces évaluations dans les cycles de planification et de budgétisation. Pour être utiles, les informations sur les performances doivent être induites par la demande et adaptées spécialement pour tenir compte des besoins et des calendriers des décideurs, comme les cycles budgétaires. Les données fiables sont également essentielles pour la prise de décisions.

Enfin, il est essentiel d'affiner les données de référence pour espérer mesurer objectivement les progrès vers les résultats escomptés.

Il faut signaler, enfin, qu'une erreur de frappe s'est glissée dans le libellé de l'indicateur relatif à la superficie de terres prises en compte dans la mise en œuvre de l'irrigation à petite échelle ; il s'agit de 400 ha au lieu du nombre 4000 ha, mentionné dans le cadre logique et qui serait très ambitieux

Implication de la communauté scientifique et base de données : Outre la contribution remarquable de l'Institut National de Pédologie, l'évaluation finale du projet a noté un manque d'implication de la communauté scientifique (Universités et institutions de recherches) dans les actions du projet. En dehors de l'encadrement de quelques stagiaires de l'École Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) de Thiès, il n'y a pas eu un partenariat formel avec des universités ou des institutions de recherche, alors qu'il s'agit d'un projet pilote qui pourrait servir d'un vrai laboratoire pour générer des données très utiles, notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'utilisation des ressources en eau, et l'amélioration de la productivité des sols. De plus l'implication de la communauté scientifique pourrait contribuer à promouvoir des innovations dans le cadre de la mise en

œuvre des pratiques d'irrigation à petite échelle. L'évaluation a noté la constitution d'une base de données dès la fin de la première année du projet, ce qui est bien apprécié. Toutefois, il faut s'assurer de la qualité, de la fiabilité et de l'accessibilité à ces données. Enfin, l'identification de bonnes pratiques et la l'intégration de la recherche paysanne à celle scientifique pourrait contribuer à alimenter efficacement la base de données sur les actions du projet.

Co-financement : Le co-financement en nature attendu des institutions CSE, ANCAR n'a pu être mobilisé. En effet, en plus des fonds mis à disposition par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), un co-financement en nature était attendu de partenaires du projet. Cet apport se décline en la mise à disposition d'experts en charge de différentes sessions de formation délivrées au cours des trois ans de la vie du projet, sous formes d'accompagnement et d'encadrement technique des producteurs, de diffusion d'information et de sensibilisation des populations, de mise à disposition de matériels roulant (véhicule, motos, carburant) pour les déplacements au niveau des différents sites etc... Ce co-financement en nature, estimé à un montant total d'environ de **668 600 dollars** est mis à disposition par les partenaires de l'Institut National de Pédologie (INP), l'Union des Producteurs horticoles de Bakel (UPHORBAK), le Service Départemental du Développement Rural (SDDR) de Bakel, la SAED, l'Antenne de Bakel de l'Agence Régionale de Développement (ARD), le Service des Eaux et Forêts, la radio communautaire JIIDA FM, le site d'information « Bakel info », et ENDA Tiers Monde. La question de mobilisation des co-financements est un défi qu'il convient de relever pour être conforme aux principes de financement du FEM. Il y va surtout de la crédibilité du gouvernement vis-à-vis du bailleur de fonds, ainsi que de la capacité d'appropriation financière des projets mis en œuvre. On pourrait envisager la signature de conventions avec les parties impliquées dès le démarrage de toute initiative et inclure cet aspect dans le système de suivi-évaluation.

Modalité de mise en œuvre du projet : Le projet a été mis en œuvre selon la modalité d'exécution ONG à travers ENDA-LEAD. Il s'agit d'une ONG qui fait partie du grand partenariat LEAD et possède une riche, longue, et solide expérience dans le développement durable des zones rurales. En effet, tout en continuant de mettre en œuvre la modalité NEX

(National Execution), à travers laquelle il est visé d'assurer une appropriation pays des projets, le PNUD aide aussi les OSC à développer leurs propres capacités en facilitant leur accès aux connaissances, aux expériences et aux ressources disponibles à travers le monde y compris à celles des Organisation de la Société Civile (OSC) des autres pays et régions. Le rôle des OSC ne peut plus être uniquement réduit à la livraison des services, mais elles sont des acteurs importants dans le développement de la société à travers leur participation à la formulation des politiques et à l'exercice des fonctions de vigilance. C'est à ce titre que les ONGs sont de plus en plus impliquées dans l'exécution des projets de développement appuyés par le PNUD au niveau national.

En fait, il n'y pas une très grande différence entre les deux dans la mesure où les Unités de Gestion de Projet obéissent aux mêmes règles et procédures opérationnelles. Au Sénégal toutefois, dans le cadre de l'exécution NIM la Direction de l'Investissement (du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan) joue le rôle d'interface entre le PNUD et les ancrages institutionnels des UGP et appuie ces dernières dans la mise en œuvre, le suivi et la reddition financière, ce qui permet d'ajouter un niveau de filtre qui améliore la qualité des rapports financiers. Ce n'est pas le cas dans la modalité ONG où le rapportage financier se fait directement de l'ONG au PNUD. Dans la cadre du projet IGDT Bakel en exécution ONG, la présidence du comité de pilotage est assurée par le Ministère de l'Agriculture. Ceci permet dans une certaine mesure de concilier les avantages des deux modalités.

5.2 Facteurs de succès et facteurs limitants

5.2.1 Facteurs de succès

Au nombre des facteurs qui ont contribué aux avancées significatives du projet, on peut citer :

- La mise en œuvre d'une stratégie de communication très efficace avec les partenaires JJIDA FM et « Bakel Infos ». Le travail de proximité avec l'utilisation d'outils adaptés en fonction de l'audience ;

- Le principe du faire-faire et l'approche novatrice du projet qui a consisté à accorder une autonomie au comité local de pilotage très au fait des réalités locales pour assurer un accompagnement des communautés à la base;
- Le suivi régulier et l'efficacité du Comité de Pilotage National dans l'orientation et la coordination du projet ;
- l'adéquation entre les solutions apportées et les besoins réels des populations, les solutions essentiellement basées sur l'utilisation de matériaux locaux et des matériels importés qui se prêtent facilement à la manipulation et à la maintenance sont autant de facteurs ;
- La flexibilité de gestion et la gestion adaptative qui ont contribué à prendre en temps opportun des mesures adéquates pour corriger la stratégie d'intervention et réviser le budget (toujours en cohérence avec le document de projet) pour accélérer la mise en œuvre du projet ;
- L'effet catalyseur du projet et qui a conduit le Programme USAID-DJAADEE à s'appuyer sur le modèle d'IGDT. En effet, les communautés bénéficiaires du programme USAID, s'organisent elles-mêmes pour se procurer les kits d'irrigation et les panneaux solaires, contribuant à la réplication des actions du projet IGDT.

5.2.2 Facteurs limitants

Deux facteurs essentiels ont constitué des goulots d'étranglement à la performance du projet. Il s'agit notamment :

- du retard dans le démarrage du projet : Sur une durée prévisionnelle de 3ans de mise en œuvre du projet, le retard accusé dans le démarrage est de 6 mois. En conséquence, la performance du projet a été réduite et ne serait pas réaliste d'espérer que le projet produise des impacts environnementaux significatifs.
- de l'insuffisante mobilisation de co-financements : La plus grande portion des co-financements attendus étaient en nature. Si des efforts notables ont été consentis

par ENDA-LEAD Afrique Francophone , par les structures étatiques INP, SAED, SDDR, Service des Eaux et Forêts, par les radios communautaires JIIDA FM et « Bakel Infos », et par UPHORBAK, les structures comme le CSE et ANCAR n'ont pu honorer leurs engagements. De même le co-financement en espèce attendu d'ENDA-LEAD n'a pu être mobilisé.

Qualité de l'appui du PNUD : Le PNUD a apporté tout l'appui nécessaire. L'institution a participé à toutes les réunions de suivi du projet et fourni toutes les orientations nécessaires pour la réussite du projet. Une plus grande célérité dans la signature des conventions de partenariat entre le FEM et le PNUD, d'une part et entre le PNUD et ENDA-LEAD Afrique Francophone, aurait été encore plus bénéfique pour un démarrage à temps du projet.

Conclusions et Leçons apprises

Le projet IGDT-Bakel a produit des résultats probants avec des moyens modestes, malgré le retard accusé dans son démarrage. C'est un modèle de gestion participative, inclusive et décentralisée des ressources naturelles avec les collectivités locales dans le département de Bakel. Il s'agit d'un projet novateur qui a introduit des techniques simples de récupération des terres dégradées, utilisant des matériaux locaux et des équipements se prêtant à une manipulation et une maintenance à la portée des producteurs. Le mérite de ce projet a été également son effet catalyseur dans le renforcement de la synergie et la coordination des interventions au sein des structures techniques de l'État à travers un ancrage institutionnel local. Les principaux enseignements suivants se dégagent de cette expérience pilote:

- Il est impossible de développer l'agriculture sans la réalisation de grosses œuvres ;
- L'adhésion et l'engagement des acteurs locaux aux actions d'un projet sont déterminées par la pertinence de ce projet. Tant que le projet répond aux besoins des acteurs, leur implication est effective ;

- Le choix d'un bon ancrage institutionnel au niveau local est essentiel pour la réussite des actions d'un projet de développement local. Le comité local de pilotage du projet est composé de structures techniques, habituées au travail de proximité avec les populations locales, ce qui a permis d'atteindre des résultats probants ;
- L'importance des moyens essentiels à mettre à la disposition des partenaires locaux est à prendre en compte pour assurer une mise en œuvre efficace des interventions. Si le comité de pilotage local et si la radio communautaire JIIDA FM ont été efficaces, c'est en grande partie parce que les moyens adéquats ont été mis à leur disposition ;
- A travers le projet IGDT, on a appris qu'il est possible d'atteindre des résultats probants même avec des moyens modestes, à condition de choisir des techniques et des moyens de travail facilement appropriables par les acteurs locaux et assurer le renforcement des capacités nécessaires ;
- L'irrigation à petite échelle peut bien compléter l'irrigation à grande échelle et prendre en compte les couches les plus démunies, y compris les femmes, à condition de développer une politique gouvernementale assez claire pour assurer un référentiel en vue de la promotion de cette initiative.

Recommandations

La nécessité de consolider les acquis encore fragiles du projet IGDT-BAKEL et de les valoriser exige la prise en compte de ces enseignements dans le cadre de la formulation d'une nouvelle initiative. En attendant la mobilisation de financement et le démarrage de la mise en œuvre de cette nouvelle initiative, il est nécessaire qu'ENDA-LEAD Afrique Francophone, avec l'appui du PNUD prenne des dispositions utiles pour assurer un accompagnement dans le transfert de la gestion de la transition par une structure locale, en l'occurrence l'Union des Producteurs Horticoles de Bakel (UPHORBAK). Il est recommandable que le Comité de Pilotage, en collaboration avec le Comité Local de Pilotage, examine dans un bref délai les dispositions nécessaires pour consolider les acquis,

car il serait impossible de prédire la durée de la mobilisation de financement pour une nouvelle initiative.

La pertinence d'une consolidation des acquis encore fragiles, réside dans le besoin d'impliquer un plus grand nombre de bénéficiaires et d'accroître l'impact. Il convient de signaler que les 6 mois de retard accusé dans le démarrage du projet sur une durée de 3ans, sans compter l'attitude de méfiance des populations compte tenu d'expériences antérieures malheureuse, ont limité le nombre des adhérents actuels. Cette mise à l'échelle interviendra dans un contexte d'évolution vers la phase active de l'Acte 3 de la décentralisation qui verra l'émergence de nouveaux acteurs et qui se fonde sur la notion de territoires viables et compétitifs. Ce type de projet répond bien aux besoins immédiats des populations. Ce nouveau projet pourra renforcer le savoir-faire des collectivités locales en matière d'attribution des terres. Ainsi, les recommandations suivantes et ciblées pourraient être considérées :

- **ENDA-LEAD et Comité local de pilotage du projet avec l'appui du PNUD :**
Constituer une base de données sur les espaces récupérées du fait de l'utilisation des bonnes pratiques ;
- **ENDA-LEAD et Comité local de pilotage du projet avec l'appui du PNUD**
Constituer une base de données sur les bonnes pratiques d'utilisation des terres, et renforcer la recherche paysanne et la concilier avec la recherche scientifique pour promouvoir l'innovation ;
- **ENDA-LEAD :** Diffuser les bonnes pratiques ;
- **ENDA-LEAD et PNUD en collaboration avec UPHORBAK :** Relever les défis de commercialisation et de transformation des produits ;
- **ENDA-LEAD en collaboration avec UPHORBAK :** Renforcer le réseautage entre les producteurs ;
- **ENDA-LEAD en collaboration avec le Comité Local de Pilotage du projet :**
Poursuivre les activités de sensibilisation, d'information, d'éducation et de

communication en partenariat avec les radios communautaires et le milieu scolaires ;

- **ENDA-LEAD avec l'appui du PNUD** : Mettre en œuvre le plan d'action pour la valorisation des capacités des terres irriguées à séquestrer le carbone ;
- **ENDA-LEAD avec l'appui du PNUD** Vulgariser les POAS et matérialiser les parcours en vue de renforcer l'utilisation rationnelle des terres et réduire les conflits entre les usagers ;
- **ENDA-LEAD** : Poursuivre le plaidoyer en vue de la prise en compte des révisions relatives à l'irrigation à petite échelle par la politique gouvernementale.
- **ENDA-LEAD avec l'appui du PNUD** : Réaliser des études d'impact du projet afin de disposer de données objectives et fiables pour faciliter la prise de décisions des élus locaux, notamment dans la phase active de l'Acte 3 de la décentralisation dont l'un des fondements porte sur le renforcement de la viabilité et la compétitivités des territoires.
- **ENDA-LEAD avec l'appui du PNUD** : Assurer un ancrage institutionnel pour la poursuite des initiatives au niveau local en attendant le financement et le démarrage de la nouvelle initiative. Une structure comme UPHORBAK pourrait prendre provisoirement la relève de IGDT-Bakel. En effet, l'Union des Producteurs Horticoles de Bakel (UPHORBAK) a plus de 15 ans d'expérience dans l'accompagnement des producteurs dans le département et regroupe 315 Unités de Production Horticole(UPH) qui sont des producteurs individuels, des groupements d'intérêt économique, ou des groupements de promotion féminine. De plus UPHORBAK fait partie de l'actuel comité local de pilotage du projet, ce qui faciliterait la transition.
- **ENDA-LEAD avec l'appui du PNUD** Faire un plaidoyer auprès de l'État pour une politique claire en matière de GDT avec l'irrigation à petite échelle et la mise à disposition de moyens conséquents aux services techniques si l'État veut faire de la gestion des ressources naturelles une gestion durable;

- **ENDA-LEAD en collaboration avec le Comité Local de Pilotage du Projet :** Promouvoir la recherche paysanne et identifier les bonnes pratiques sur la GDT à disséminer dans tout le département, au niveau national et même au-delà.
- **ENDA-LEAD :** Œuvrer pour une meilleure alimentation et l’opérationnalisation de la base de données développées par le projet.
- **Le gouvernement Sénégalais avec l’appui d’ENDA-LEAD et le PNUD :** Élaborer dans un bref délai un projet sur le Polluants Organiques et Pesticides (POPs) à soumettre au FEM en vue d’anticiper sur les questions de pollution dans l’arrondissement de Kenieba, qui est une zone aurifère.
- **Le gouvernement Sénégalais avec l’appui d’ENDA-LEAD et le PNUD :** Prendre les dispositions nécessaires pour passer à la phase opérationnelle des études réalisées sur les capacités des terres irriguées à stocker du carbone afin que la contribution de la GDT à la réduction des gaz à effet de serre puisse être mieux cernée et mieux valorisée par les acteurs locaux.

Annexe 1 : Itinéraire de la mission d'évaluation finale du Projet IGDТ-Bakel

Date	Activités	Lieu	Acteurs
13 Juin 2014	Départ de Consultante Internationale	Toronto	
16 Juin 2014	Echanges avec PNUD, Enda Tiers Monde et Membres sur Comité de Pilotage National du Projet	PNUD/ Enda-TM, INP, Ministères Agriculture et Environnement	Équipe de Gestion du projet , PNUD et Membres du Comité de Pilotage du Projet
17 Juin 2014	Arrivée de l'équipe de la Consultante et du Coordonnateur du Projet à Bakel	Bakel	Consultante et Coordonnateur du Projet
	Visite au Préfet Visite à la Mairesse		Consultante et Coordonnateur du Projet et Membres du Comité de Pilotage du Projet
18 Juin 2014	Visites des sites et Échanges avec les bénéficiaires du projet	Tuabou	Coordonnateur du Projet Consultante et Coordonnateur du Projet et Membres du Comité de Pilotage du Projet

19 Juin 2014	Visites des sites et Échanges avec les bénéficiaires du projet	Bélé Kadiel Gaabou Gouniang	Coordonnateur du Projet Consultante et Coordonnateur du Projet et Membres du Comité de Pilotage du Projet
20 Juin 2014	Visites des sites et Échanges avec les bénéficiaires du projet	Ségankané Ecole expérimental IMDB Radio DJIDA Conseil Rural Moudéry Site Expérimental Collège Moudéry	Coordonnateur du Projet Consultante et Coordonnateur du Projet et Membres du Comité de Pilotage du Projet
21 Juin 2014	Restitution des travaux de visite de terrain aux autorités politico-administratives structures des services déconcentrés de l'État et aux membres du comité local de pilotage du projet sous la présidence du Préfet du département de Bakel	Bakel	Coordonnateur du Projet Consultante et Coordonnateur du Projet et Membres du Comité de Pilotage du Projet

22 Juin 2014	Retour de l'Équipe d'Évaluation à Dakar		
23 Juin 2014	Restitution des travaux de visites terrain au Comité de Pilotage du Projet Départ de la Consultante sur Toronto	PNUD-Dakar	PNUD, Consultante, Coordonnateur du Projet et

Annexe 2 : Liste de personnes rencontrées

No d'ordre	Nom et Prénom	Fonction	Institution/organisation	Lieu
PNUD Sénégal				
1	Alioune Badara KAERE	Team Leader Environnement/Changements Climatiques	PNUD	Dakar-Sénégal
Enda-Tiers Monde				
2	SYLLA Ibrahima	Directeur Régional Lead Afrique Francophone	Bureau ENDA-TM	Dakar-Sénégal
3	Thierno Bal SECK	Coordonnateur du Projet IGDT-Bakel	Bureau ENDA-TM	Dakar-Sénégal
Comité de Pilotage du Projet (niveau National)				
4	Pape Nékhou DIAGNE	Directeur Technique	Institut National de Pédologie	Dakar-Sénégal
5	Hadijatou Dramé DIOP	Directrice de l'Environnement et des Établissements Classés	Direction de l'Environnement et des Établissements Classés	Dakar-Sénégal
6	Mama Sylla Dramé	Présidente du Comité National de Pilotage du Projet	Ministère de l'Agriculture	Dakar-Sénégal
Autorités Politico-Administratives Locales				
7	Jean-Bapiste COLY	Préfet du Département	Préfecture	Bakel
8		Mairesse de la Commune de Bakel	Mairie	Bakel
9	Ibrahima BA	Secrétaire Général de la Mairie	Mairie	Bakel
Structures Services Techniques Etatiques et Comité de Pilotage Local du Projet				
10	Seidou BAH	Chef Service Départemental du Développement Rural- Membre du Comité de Pilotage Local du Projet	SDDR	Bakel
11	Alpha DIEDHOU	Chef Service-Adjoint Départemental du Développement Rural- Membre du Comité de Pilotage Local du Projet	SDDR	Bakel
12	Mamadou FADE	Chef d'Antenne Départementale de l'Agence Régionale de Développement	ARD	Bakel

13	Alioune SALL	Radio JIIDA FM		Bakel
14	Moussa Ndiaye	Technicien Horticole UPHORBAK	UPHORBAK	Bakel
15	Djibel NDAO	IDEM		Bakel
16	Issaka DIARRA	Directeur de l'école expérimentale de l'irrigation à petite échelle		Bakel
Partenaires Locaux du Projet				
17	Samba KA	Président de l'UPHORBAK	UPHORBAK	
Bénéficiaires du Projet				
18	Hapsatou BURY	Présidente du Groupement Féminin de Bélé	Site maraicher Site maraicher	Bélé Bélé
19	Faty DIALLO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
20	Diarry KOUNDIO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
21	Mariame DIALLO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
22	Aminata DIALLO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
23	Adama COULIBALY	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
24	Kadia DIALLO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
25	Aminata GUINDO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
26	Kadidia BA	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
27	Mary CISSE	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
28	Coumba BARRY	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
29	Binéta KANTE	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
30	Rougui DIALLO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
31	Diarry BARRY	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
32	Hapsatou TOURE	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
33	Coumba DIOP	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
34	Doya KAMARA	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
35	Haby KIRINDIO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
36	Coumba SARR	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
37	Aissata BA	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
38	Hawa BA	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
39	Aissata SISSKO	Membre du groupement	Site maraicher	Bélé
40	Harouna KANE	Bénéficiaire individuel et relais technique du projet	Site potager	Bélé

41	Famata DIALLO	Présidente du Groupement Féminin Gourel Mamadou BARA	Site maraicher Gourel Mamadou BARA	Bélé
42	Mamou LY	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
43	Kadiata SOW	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
44	Gouro Giyé	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri araicher	Bélé
45	Kadia SOW NOZ	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
46	Néné GUIRO	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
47	Jamylatou GUIRO	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
48	Diolfel LY	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
49	Fama GUEYE	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
50	Secourou NIANC	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
51	Coumba BA	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
52	Famata BANE	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
53	Faty BANE	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
54	Rouguy DIALLO	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
55	Maimouna SARR	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
56	Fama BA	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
54	Coumba KA	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
55	Housseïne FOFANA	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
57	Alassane NIANC	Membre du groupement	Site maraicher dans le dieri	Bélé
58	Abdoulaye LY	Membre du groupement et relais technique du projet	Site maraicher dans le dieri	Bélé
59	Arouna SOUMARE	Bénéficiaire individuel	Site maraicher de Kadiel	Kadiel
60	Hamidou NIANC	Bénéficiiaire individuel	Site potager	Gouniang-Gaabou

61	Bouba DIALLO	Président de la Fédération des horticoles de Ségankané	Périmètre au bord du fleuve	Ségankané
62	Djiby KONATE	Membre de la Fédération	Périmètre au bord du fleuve	Ségankané
63	Adama DANSOKHO	Membre de la Fédération	Périmètre au bord du fleuve	Ségankané
64	Ibrahima DIAKHATE	Membre de la Fédération	Périmètre au bord du fleuve	Ségankané
65	Abdoulaye NDIAYE	Membre de la Fédération	Périmètre au bord du fleuve	Ségankané
66	Lassana TRAORE	Membre de la Fédération	Périmètre au bord du fleuve	Ségankané
RADIO DJIDA FM				
68	Hamidou GOUNDIAM	Directeur Programme Radio Communautaire JIIDA FM	Radio JIIDA FM	Bakel
Site expérimental au niveau scolaire de l'irrigation à petite échelle				
70	Issaka DIARRA	Directeur Ecole Primaire Ibrahima Malal Djaman Batchili	Ecole Primaire Ibrahima Malal Djaman Batchili	Bakel
71	Senou DIOUF	Principal du Collège	Collège de Moudery	Moudery
72	Mamadou Ndiaye	Surveillant Général	Collège de Moudery	Moudery
Conseil Rural				
73	Daouda DIA	Président du Conseil Rural	Conseil Rural	Moudéry
74	Lassana CAMARA	Assistant Communautaire	Conseil Rural	Moudéry
Restitution des travaux de visites Terrain				
75	Alpha DIEDHOU	Adjoint au Chef Service Département du Développement Rural- Représentant du Préfet- Président de la séance de restitution de l'évaluation	Bureau ENDA-LEAD	Bakel
76	Samba KA	Secrétaire Général UPHORBAK	Bureau ENDA-LEAD-AF	Bakel
77	Hamidou GOUNDIAM	Directeur Programme Radio Communautaire JIIDA FM	Bureau ENDA-LEAD-AF	Bakel
78	Mamadou FADE	Chef d'Antenne Agence Régionale de Développement	Bureau ENDA-LEAD-AF	Bakel
79	Therno Bal Seck	Cordonnateur du Projet IGD-T-Bakel-ENDA LEAD AF	Bureau ENDA-LEAD-AF	Bakel
80	Moussa Ndiaye	Technicien Horticole UPHORBAK	Bureau ENDA-LEAD-AF	Bakel
81	Ibrahima BA	Secrétaire Municipal-Mairie de Bakel	Bureau ENDA-LEAD-AF	Bakel

82	Djibril KONATE	Agriculteur, bénéficiaire projet	Bureau ENDA-LEAD-AF	Bakel
83	Seydou BA	Chef Service Département du Développement Rural	Bureau ENDA-LEAD-AF	Bakel
Tamba Counda				
84	Demba THIAM	Conseiller Économique, Social et Environnemental du Département de Bakel	Tamba Counda	De passage à Tamba Counda
85	DIALLO	Maire de Kidira	Tamba Counda	De passage à Tamba Counda
Réunion de Restitution des Visites Terrain au Comité National d'Évaluation du Projet				
86	Khadidiatou Dramé DIOP	DEEC/MEDD	Direction de la Planification- Bureau Annexe	Dakar
87	Thierno Bal Seck	ENDA LEAD-Afrique Francophone	Direction de la Planification- Bureau Annexe	Dakar
88	Papa Nékhou DIAGNE	Institut National de Pédologie	Direction de la Planification- Bureau Annexe	Dakar
89	Mor Seye FALL	ENDA LEAD-Afrique Francophone	Direction de la Planification- Bureau Annexe	Dakar
90	Ababaca DIALLO	DPSEP/DGP/DP	Direction de la Planification- Bureau Annexe	Dakar
91	Ibrahima NDIAYE	DPSEP/DGP/DP	Direction de la Planification- Bureau Annexe	Dakar
92	Alioune B. KAERE	PNUD	Direction de la Planification- Bureau Annexe	Dakar
93	Louise Seck HABIB	DPSEP/MP	Direction de la Planification- Bureau Annexe	Dakar

Annexe 3 : Résumé de visite sur le terrain

La visite sur le terrain a eu lieu du 17 au 22 Juin 2014. Elle s'est déroulée en cinq étapes essentielles :

1. *Revue documentaire* : la revue documentaire entamée à Dakar, s'est poursuivie au niveau de l'Unité de Gestion du Projet à Bakel. Une diversité de documents a été explorée allant des documents conceptuels du projet, des rapports annuels d'activités, des documents de planification annuelle des activités du projet, des rapports d'audits annuels, des rapports d'études spécifiques, des documents d'accord de partenariats etc. (Voir liste des documents consultés)
2. *Rencontre avec les autorités politico-administratives du département de Bakel* : Une visite de courtoisie a été faite au Préfet et au Secrétaire Général de la mairie, la Mairesse étant absente. L'objectif était de faire les civilités et de présenter les objectifs et le déroulement de la mission.
3. *Rencontre avec l'équipe de l'Unité de Gestion du projet* : Cette rencontre a permis de mieux s'informer sur le niveau d'atteinte des résultats et d'identifier des données complémentaires à approfondir sur le terrain.
4. *Echanges avec les populations* : Des échanges ont été menés avec les populations bénéficiaires du projet, concomitamment aux observations directes des réalisations sur une dizaine de sites dans quatre (4) communautés rurales sur les cinq et dans une commune sur les deux (2), ont été visités. combinaison de quatre critères a permis de réaliser un échantillon raisonné des sites visités et au niveau desquels des entretiens semi-structurés ont été conduits. Il s'agit de : i) type de bénéficiaire (individuel et groupement); ii) genre (femme, homme, et mixte); localisation (le long du fleuve et dans les dieri); et iv) niveau de succès des actions (réussite, échec). A cet échantillon, il a été ajouté des échanges avec trois Présidents de Conseil rural. Au total dix (10) sites dans quatre (4) communautés rurales sur les cinq (5) ont été visités et des échanges menés avec les bénéficiaires pendant une semaine de déroulement de la visite terrain.
5. *Restitution des travaux de visites de terrain à Bakel* : Une restitution des travaux de visites de terrain a été faite au profit des autorités politico-administratives, Responsables des services déconcentrés de l'État, et membres du comité local de pilotage du projet.

6. *Restitution des travaux de visites de terrain à Dakar* : Une restitution des travaux de visites de terrain aux membres du comité national de l'évaluation a été l'occasion de donner des orientations sur les éléments importants sur lesquels devrait porter la partie analytique du rapport final de l'évaluation du projet.

Annexe 4 : Quelques témoignages de bénéficiaires du projet

Quelques Témoignages de Bénéficiaires du Projet IGDT-Bakel

« On ne peut que se réjouir du projet parce que ce projet a eu des impacts significatifs. Les actions du projet créent un engouement remarquable parce que les populations sont convaincues de la pertinence du projet. Il n'y a plus beaucoup à envier à Dakar en matière de produits maraichers. La tendance s'est pratiquement inversée en ce qui concerne l'approvisionnement de certains produits maraichers comme la patate douce, le piment, l'arachide, qui nous venaient de Dakar. Du point de vue du paysage, les réalisations du projet sont visibles. J'ai personnellement bénéficié du projet et J'ai offert des emplois dans le cadre de la gestion de mon espace, ce qui est un résultat important au plan social » (Ibrahima BA).

« Il y a 10 ans à cette même date, on était en plein hivernage. Voilà que les pluies se font encore attendre. On devrait se poser des questions sur notre manière d'agir vis-à-vis de notre environnement. C'est grâce au projet IGDT-Bakel que nous avons compris que nos modes d'exploitation des ressources naturelles avaient des conséquences graves pour notre survie » (Samba KA).

« Le projet IGDT-Bakel a sauvé des vies, particulièrement celle des jeunes qui, désespérés, immigraient avec tous les risques que cela comporte. Beaucoup de jeunes à Bakel, y compris moi-même, ont renoncé à l'immigration pour la simple raison que IGDT-Bakel a restaurer l'espoir à travers ses résultats. A titre d'exemple, l'année dernière, grâce à l'application des techniques de micro-irrigation et de restauration de la fertilité des sols, j'ai gagné 600 000 fcfa sur une petite parcelle de tomates, ce qui m'a permis d'entreprendre l'élevage pour compléter la production de produits maraichers que je fais déjà. Cette année, j'ai vendu 5 tonnes d'oignon à environ 2000.000 fcfa, et ce, après avoir dégager ce qu'il me fallait pour la consommation en famille ». (Harouna KANE).

« La vente des produits maraichers que nous produisons avec les nouvelles techniques introduites par le projet IGDT-Bakel, m'a permis d'avoir un cheptel, et ce, après avoir acheté des parures et de nouveaux habits. Je suis de plus en plus indépendante économiquement et n'attends plus mon mari pour faire les dépenses de première nécessité » (Famata Diallo).

« Avant l'arrivée du projet à Bakel, il fallait toujours attendre mon mari pour acheter tout, y compris le savon pour la lessive. Si le mari est absent, le linge dort dans la cuvette. Aujourd'hui, je peux répondre à mes besoins, ainsi que ceux de mes enfants en temps opportun » (Néné DJIRO).

Annexe 5 : Liste de documents examinés

No d'ordre	Titre	Auteur et Année de publication	Type de documents
1	Projet du Gouvernement Sénégalais- Innovations dans la Micro-irrigation pour les Agriculteurs des zones Arides-	2009	Document de Projet - PRODOC signé
2	Plan de Travail Annuel 2010	2010	Document de Planification
3	Plan de Travail Annuel 2011	2011	Document de Planification
4	Plan de Travail Annuel 2012	2012	Document de Planification
5	Plan de Travail Annuel 2013	2013	Document de Planification
6	Bilan Annuel 2012	2012	Rapport-Bilan annuel de la mise en œuvre du Projet
7	2120 SIP-Land Dégradation 2013	2013	Document de revue annuelle de la mise en œuvre du projet
8	2120 SIP Senegal Micro-irrigation PIR (Project Implementation Review) Report	2012	Document de revue annuelle de la mise en œuvre du projet
9	2120 SIP Senegal Micro-irrigation PIR Report	2010	Document de revue annuelle de la mise en œuvre du projet
10	Compte rendu Atelier de Formation des Formateurs sur la Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD)	2012	Rapport
11	Compte rendu de la Réunion du Comité de Pilotage Local	2012	Rapport
12	Rapport d'Étude du Cadre Politique, Juridique et Institutionnel de l'Irrigation en vue d'une Gestion Durable des Terres dans 10 communautés locales du département de	2012	Rapport

	Bakel.		
13	Auto-évaluation du projet IGDT-Bakel	2012	Document d'évaluation de la mise en œuvre du projet
14	Etudes de sites pilotes du projet IGDT-Bakel	2014	Rapport de stage- Université de Thiès. Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture
15	2013 Annual Project Review (APR) Project Implementation Review (PIR) OF UNDP Supported GEF Financed Projects	2013	Report
16	Note de position Pour l'Acte III de la Décentralisation- L'expérience du Projet Initiatives Pilotes de Micro-Irrigation et de gestion durable des terres dans le département de Bakel (IGDT-BAKEL	2013	Position paper
17	Position Paper : Adopting the National Strategy for Small-Scale Irrigation Development in Senegal	2013	Position paper
18	Étude comparative des systèmes énergétiques appliqués à différents systèmes d'irrigation dans le Département de Bakel	(Seck, 2012)	Mémoire de Fin d'études
19	Compte rendu réunion extraordinaire Comité Local de Pilotage du projet IGDT-Bakel	2012	Compte rendu de réunion
20	Rapport de la journée de partage et de sensibilisation sur l'importance des prévisions météorologiques.	2013	Rapport d'atelier d'information et de sensibilisation

Annexe 6 : Termes de Référence pour l'Évaluation Finale du projet IGDT-Bakel



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DU PLAN

DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION

DIRECTION DE LA PLANIFICATION NATIONALE

*PROJET INITIATIVES PILOTES DE MICRO IRRIGATION ET DE GESTION DURABLE DES
TERRES DANS LE DEPARTEMENT DE BAKEL (IGDT)*

TERMES DE REFERENCE
POUR L'EVALUATION FINALE DU PROJET INITIATIVES PILOTES
DE MICRO-IRRIGATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES
DANS LE DEPARTEMENT DE BAKEL (IGDT-BAKEL)
PIMS 2120 – CODE ATLAS: 00074585

OCTOBRE 2013

SIGLES ET ABREVIATIONS

CAP :	Cellule d'Appui à la mise en œuvre des Projets/Programmes
CNP :	Comité National de Pilotage
CST :	Comité Scientifique et Technique
CV :	Curriculum Vitae
DAP :	Document d'Appui au Projet
DCEF :	Direction de la Coopération Economique et Financière
DEEC :	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
DI :	Direction de l'Investissement
DPN/MP :	Direction de la Planification Nationale/Ministère du Plan
DSRP :	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FEM :	Fonds pour l'Environnement Mondial
GDT :	Gestion Durable des Terres
HT :	Hors Taxes
IGDT :	<i>Initiatives Pilotes de micro Irrigation et de Gestion Durable des Terres dans le Département de Bakel</i>
LPSERN :	Lettre de Politique du Secteur de l'Environnement et des Ressources Naturelles
LPS :	Lettre de Politique Sectorielle
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MEDD :	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MP :	Ministère du Plan
NEX :	Exécution Nationale
OMD :	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PAN/LCD :	Plan d'action National de lutte contre la désertification
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA :	Plan de Travail Annuel
PTT :	Plan de Travail Trimestriel
TDR :	Termes de Référence

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le *Projet Initiatives pilotes de micro irrigation et de Gestion Durable des Terres dans le Département de Bakel (IGDT)* a été conçu pour contribuer à résoudre un problème crucial qui se pose actuellement à la gestion des ressources naturelles au Sénégal : le besoin de stratégies et de méthodes efficaces pour aider les communautés des zones arides à améliorer la gestion de leurs rares ressources en eau. Partout en Afrique, particulièrement dans les zones arides, l'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante constitue l'une des principales contraintes au développement et à la protection de l'environnement. Par conséquent, l'utilisation efficiente des rares ressources en eau est déterminante pour promouvoir le progrès économique et un environnement de qualité. Le présent projet prend en charge des activités de renforcement des capacités, d'investissement pilote et de diffusion d'information autour de la micro-irrigation, et de la Gestion Durable des Terres (GDT) et ce, de manière intégrée.

Le projet IGDT est cofinancé par le FEM, ENDA LEAD, le Centre de Suivi Ecologique (CSE), l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) et l'Union des Producteurs de Bakel. Il est mis en œuvre par l'ONG ENDA LEAD selon la modalité ONG. Il est d'une durée de 03 ans et depuis novembre 2010 et doit s'achever en décembre 2013.

Conformément aux politiques et procédures de suivi & évaluation du **PNUD/FEM**, tous les projets **PNUD** qui sont financés par le **FEM** doivent faire l'objet d'une évaluation finale à l'issue de l'achèvement de sa mise en œuvre (dans les 6 mois avant ou après la clôture du projet). Les termes de référence (**TDR**) définissent les attentes pour l'évaluation finale du projet « initiatives pilotes de micro-irrigation et de gestion durable des terres dans le département de Bakel (**IGDT-BAKEL**) ».

II- PRESENTATION DU PROJET

Le projet IGDT a comme objectif de « contribuer à la gestion durable des terres afin de maintenir et d'améliorer l'état des écosystèmes, leur stabilité, leur intégrité, les fonctions et les services auxquels ils donnent accès, tout en soutenant les moyens de subsistance au Sénégal »

Le projet IGDT est cofinancé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ENDA, CSE, ANCAR et UPROBA.

Le projet IGDT du Sénégal compte trois composantes : (i) le renforcement des capacités, notamment par la mise en place d'une base de données sur la micro-irrigation, la dissémination des meilleures pratiques autour de la micro-irrigation et de la GDT et la formation des leaders locaux ; (ii) des investissements dans la micro-irrigation en vue de la

GDT, dans 10 communautés rurales de Bakel ; (iii) l'apprentissage, l'évaluation et la gestion adaptative.

Le projet a été mis en œuvre selon la modalité d'exécution ONG ; ENDA étant l'agence d'exécution. Elle fait partie du grand partenariat LEAD et possède une riche, longue, et solide expérience dans le développement durable des zones rurales.

Le projet intervient dans le département de Bakel, situé dans la vallée du Fleuve Sénégal cette zone a été retenue pour le programme pilote sur la GDT et la micro-irrigation (composante 2). En effet, en tant que zone aride, il se heurte plus particulièrement aux défis mentionnés plus haut.

Par ailleurs, ce projet s'appuie sur des expériences de gestion de l'environnement et de développement durable des zones rurales, en cours ou passées dans le département. Ces activités pilotes permettront à terme, de collecter, systématiser, analyser et tester les systèmes d'irrigation à petite échelle dans les zones arides, et à diffuser ces données dans d'autres communautés rurales du Sénégal, afin d'améliorer leur capacité à mieux gérer leurs maigres ressources

III- OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif global d'évaluer les résultats du projet au regard de l'atteinte des cibles pour chaque indicateur du cadre logique et de formuler des recommandations.

Plus spécifiquement, la mission devra apprécier :

- ✓ **la pertinence et la cohérence** qui permettent d'apprécier la justesse du projet par rapport au diagnostic ou encore à la problématique dégagée par rapport aux priorités en la matière, ainsi que l'agencement des actions, voire la stratégie menée en tenant compte des objectifs et du contexte. la mission devra vérifier la concordance du projet avec les besoins et les demandes des bénéficiaires, ainsi que sa conformité avec les orientations stratégiques et générales du pays ;
- ✓ **l'efficacité** pour apprécier dans quelle mesure les activités du projet ont permis d'atteindre les résultats escomptés tels que mentionné dans le cadre logique;
- ✓ **l'efficience** pour mesurer les résultats ou effets obtenus par rapport aux moyens matériels, financiers et humains mis en œuvre, conformément aux normes requises ;
- ✓ **la durabilité**, c'est-à-dire la viabilité, l'appropriation et la reproductibilité des actions entreprises par le projet et la représentation des différents groupes de bénéficiaires dans les instances ; il en va de même de l'appropriation du projet par les bénéficiaires.

- ✓ **les effets** qui seront constitués par l'ensemble des changements constatés au niveau des bénéficiaires, et de l'environnement du projet et qui lui incombent ;

La mission devra enfin formuler des recommandations allant dans le sens de la consolidation des acquis et/ou la correction des problèmes et du renforcement de la programmation des parties prenantes.

IV-MANDAT DE L'EQUIPE

L'évaluation finale du projet IGDT sera menée par une équipe de consultants (un International et un National) et coordonnée par la Direction de la Planification nationale.

De manière spécifique, l'évaluation mettra l'accent sur les points suivants :

- ✓ la **conception** : porter un avis sur la pertinence du projet comme réponse aux problèmes à résoudre. En somme, il faut dire si les objectifs du projet comme ses résultats attendus tels que traduits dans le cadre logique ont été clairement, explicitement et logiquement exprimés dans le document du projet en termes vérifiables. Il faudra en même temps apprécier le degré de cadrage des résultats attendus du projet IGDT aux OMD (éléments de référence), au Dsrp2 et à la Lettre de Politique Sectorielle (LPS) de l'Environnement et des ressources Naturelles (secteur concerné), du plan d'action de lutte contre la désertification (PAN/LCD) du Sénégal et autres documents stratégiques.
- ✓ le **cadre institutionnel** : apprécier la cohérence du montage du projet avec les principes de l'exécution ONG, en considérant le cadre institutionnel et la structuration (différentes composantes) du Projet ; apprécier la contribution technique et financière des différents partenaires et organes (PNUD, Comité de Pilotage, DEEC, ENDA, CSE, ANCAR, UICN, UPHBAK) et dire comment ces structures ont favorisé un environnement propice au projet et participé au succès;
- ✓ **l'élaboration des plans de travail annuels et trimestriels** : apprécier l'efficacité et l'efficience du processus de planification des activités du projet (PTA, PTT) ;
- ✓ **la mobilisation des ressources** : apprécier les changements (économique, technique et conjoncturel, etc.) intervenus ainsi que la qualité et la promptitude des mesures prises par les gestionnaires pour favoriser une bonne capacité d'absorption ;
- ✓ **la mise en œuvre des activités et les résultats obtenus** : apprécier la pertinence des stratégies développées sur le terrain et des initiatives prises par les responsables du

projet pour mettre en œuvre les activités planifiées. Apprécier également le degré d'atteinte des cibles fixées au projet en fin de mise en œuvre;

- ✓ **les partenariats établis** : apprécier la synergie avec les structures publiques/privées, les projets, les programmes, associations et autres ONG intervenant dans sa zone d'intervention ;
- ✓ **l'exécution financière** : apprécier l'efficacité et l'efficience du projet en termes de gestion financière. Elle examinera le mécanisme de suivi budgétaire (rapports financiers...) ;
- ✓ **le système de rapportage du projet** : apprécier les délais de fourniture des différents rapports. La mission fera le point sur la qualité et la promptitude des rapports : rapports des différentes composantes, rapports (annuels, trimestriels) de l'Unité de Coordination du Projet etc.
- ✓ **les mécanismes d'orientation, de coordination, de conseil et de suivi** : apprécier la régularité des réunions/rencontres des différents organes tant au niveau central qu'au niveau local et des sites (Comité de Pilotage, Comité Scientifique et Technique, etc...) ;
- ✓ **les questions liées au genre, aux groupes vulnérables et à la réduction de la pauvreté** : l'intégration de la dimension genre dans la mise en œuvre et le fonctionnement du projet de même que la prise en compte des groupes vulnérables et des préoccupations en matière de réduction de la pauvreté ;
- ✓ **la communication/visibilité du projet** : apprécier la pertinence des moyens, supports et stratégies de communication utilisés vis-à-vis de toutes les parties prenantes pour une meilleure visibilité du Projet ;
- ✓ **l'appréciation des bénéficiaires** : recueillir les opinions des bénéficiaires, sur les différents aspects relatifs au projet (stratégie d'approche, ciblage, résultats atteints, niveau d'approbation, etc.) ;
- ✓ **la qualité du management** : passer en revue en plus des aspects déjà abordés, ceux relatifs aussi à la qualité de la gestion des ressources (humaines/le personnel ; matériel et financières) ;
- ✓ **les atouts/contraintes rencontrés** : identifier tous les facteurs ayant favorisé ou entravé la mise en œuvre des activités. Il s'agira aussi d'établir les conséquences des facteurs négatifs et d'identifier les mesures correctives à entreprendre ;
- ✓ **les perspectives du projet** : identifier les axes de pérennisation et de capitalisation des acquis du projet ainsi que les perspectives d'intervention par rapport aux thématiques actuelles et nouvelles, de même que les sites prioritaires.

Conformément aux recommandations du PNUD, l'équipe procédera à la notation des éléments suivants :

- le suivi évaluation,
- la mise en œuvre et l'exécution par les agences,
- l'évaluation des résultats,
- et la durabilité

Grille de notation:			
1. Suivi et evaluation	<i>Notation</i>	2. Mise en œuvre et exécution par les agences	<i>Notation</i>
Conception du suivi et de l'évaluation en amont		Qualité de la mise en œuvre par le PNUD	
Mise en œuvre du plan de suivi et d'évaluation		Qualité de l'exécution – ENDA	
Qualité globale du suivi et de l'évaluation		Qualité globale de la mise en œuvre/exécution	
3. Évaluation des résultats	<i>Notation</i>	4. Durabilité	<i>Notation</i>
Pertinence		Ressources financières :	
Efficacité		Durabilité socio-politique :	
Efficienne		Cadre institutionnel et gouvernance :	
Notation globale des résultats du projet		Durabilité environnementale :	
		Chances globales de durabilité :	

NB : des grilles de notation sont jointes en annexes ; les consultants doivent s'en servir et les renseigner.

V-PRODUITS ATTENDUS DE L'EVALUATION

Il est attendu de L'équipe de consultants, les produits suivants :

Produits attendus	Contenu	Délai	Responsabilités
Note méthodologique	Méthodologie du consultant pour la réalisation de la mission	5 jours après notification de l'attribution provisoire	DPN président du comité de pilotage de l'évaluation
Presentation	Conclusions initiales	Fin de la mission de terrain (fin deuxième semaine)	Au comité de pilotage de l'évaluation
Projet de notations nationales et de résumé narratif	Projet de rapport national et de grille de notation	Fin de la troisième semaine	Au comité de pilotage de l'évaluation de l'évaluation
Notations nationales finales et résumé narratif final	Rapport national complet, avec la grille de notation finale	Fin de la quatrième semaine	Au comité de pilotage de l'évaluation

VI- ORGANISATION ET SUPERVISION DE LA MISSION

Le projet IGDT sera évalué selon la modalité « Exécution ONG » Les travaux de la mission d'évaluation finale seront supervisés par un Comité de Pilotage présidé par la Direction de la Planification nationale (DPN/MP) et composé de la Cellule d'Appui à la mise en œuvre des Projets et Programmes (CAP/DI/DGF/MEF), de la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF/MEF), de la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC/MEDD), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de toute structure dont la participation au comité de pilotage est jugée pertinente. Ce comité sera chargé de suivre et valider les résultats de l'évaluation. Il organisera trois réunions pendant la mission :

- Une réunion de briefing au démarrage de la mission pour apprécier la note d'orientation méthodologique de l'équipe de consultants ;
- Une réunion d'examen des Conclusions initiales ;
- Une réunion d'examen du Projet de rapport provisoire ;

Une visite des sites sera organisée et les frais inhérents à la mission seront pris en charge par le projet.

La documentation nécessaire au bon déroulement de l'évaluation finale sera mise à la disposition de la mission (version électronique, documents imprimés en «hard copies»...).

VII- DUREE DE LA MISSION

La mission d'évaluation est prévue pour une durée de quatre (04) semaines calendaires, soit vingt jours ouvrés.

VIII PROFIL DES CONSULTANTS

L'évaluation finale du projet IGDT sera menée par une équipe de consultants ayant une connaissance et une expérience avérée dans la conduite d'une évaluation. L'équipe sera composée de :

- un consultant international, chef de mission, ayant un niveau académique Bac + 5 au moins dans les domaines relatifs à la gestion des ressources naturelles, ou de l'environnement ;
- un consultant national de niveau Bac +4 au moins dans les domaines relatifs à la gestion des ressources naturelles ou de l'environnement.

En outre, les membres de l'équipe doivent aussi posséder les qualifications suivantes :

- Au moins 3 années d'expérience professionnelle pertinente ;
- Connaissance du PNUD et du FEM ;
- Connaissance de travail en l'Anglais (Consultant international) ;
- Expérience préalable des méthodes de suivi et d'évaluation axées sur les résultats.
- Connaissances techniques dans le(s) domaine(s) focal (aux) visés, notamment la Gestion Durable des Terres (GDT).

IX- SELECTION DES CONSULTANTS

La sélection des consultants se fera sur la base **d'un dossier comprenant le CV et une offre technique**. Elle est du ressort du Comité de Pilotage présidé par la Direction de la Planification Nationale (DPN). Pour la sélection du consultant international, le PNUD proposera au Comité de Pilotage une liste restreinte (short-list), d'au moins sept (07) consultants remplissant la condition relative à la maîtrise de la langue anglaise.

1-L'offre technique fera apparaître :

- Une compréhension des TDR et une méthodologie claire et précise permettant d'apprécier la compréhension du mandat et faisant ressortir les activités à mener pour la réalisation de l'évaluation ainsi que l'approche préconisée ;
- Le Curriculum Vitae (CV) du consultant ;
- Un chronogramme clair et précis de réalisation de la mission faisant ressortir l'articulation entre les différentes étapes du travail.

Les principaux critères de sélection des consultants (national et international) et la grille de notation sont consignés dans le tableau ci-dessous. Toute note inférieure à 70/100 est éliminatoire.

Critères de sélection	grille de notation
<i>niveau académique</i>	noté sur 10 points
<i>méthodologie et le chronogramme</i>	notés sur 20 points
<i>expérience professionnelle</i>	notée sur 30 points
<i>expérience dans le domaine de l'évaluation</i>	notée sur 40 points

La sélection de chaque consultant sera fondée sur la qualité de l'offre technique. Cependant, chaque consultant proposera une offre financière.

2-L'offre financière

L'offre financière fera apparaître le budget destiné à l'étude et formulé de façon à assurer une certaine adéquation avec les activités prévues dans l'offre technique.

La proposition financière, formulée selon le barème du PNUD, établie en Hors Taxes (HT) comprendra toutes les dépenses afférentes à la réalisation de la mission d'évaluation, lesquelles couvriront les honoraires du consultant, et sa prise en charge pour les missions de terrain et les dépenses de fonctionnement y afférentes (frais d'impression, secrétariat, déplacements, etc.).

Les offres seront contenues dans une enveloppe grand format avec la mention « soumission à l'évaluation finale du projet IGDT ». Celle-ci contiendra les deux offres (Technique et financière) présentées dans deux plis (enveloppes) différents et fermés.

X- FINANCEMENT

Le financement de la mission d'évaluation finale est totalement à la charge du projet IGDT. Les consultants seront payés par le projet selon le barème du PNUD. Les paiements s'effectueront en (trois) tranches (validation de la note méthodologique (20%), dépôt du projet de rapport national et de grille de notation (30%) et dépôt du rapport national complet, avec la grille de notation finale (50%). En plus des honoraires du consultant, les frais liés aux visites de terrains seront aussi à la charge du projet et pourront faire l'objet de négociations avec le Comité de Pilotage conformément à la note d'orientation méthodologique proposée par les consultants.

XI- PROPRIETE DES RESULTATS DE L'EVALUATION

Les résultats de l'évaluation restent une propriété exclusive des commanditaires (Etat du Sénégal et PNUD). Par conséquent aucune utilisation de ceux-ci ne saurait être tolérée sans

une autorisation préalable, dans l'exercice des compétences dévolues à l'une des différentes structures qui composent le comité de pilotage

A : CADRE STRATEGIQUE DE RESULTATS

Stratégie du Projet	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de verification	Présupposés
	Indicateur	Valeur initiale	Valeur cible et date		
Objectif à long terme: Contribuer à la gestion durable de la terre afin de maintenir et d’améliorer la santé des écosystèmes, leur stabilité, leur intégrité, leurs fonctions et les services auxquels ils donnent accès, et dans le même temps, soutenir les moyens de subsistance durables au Sénégal.					
Objectif du Projet: Démontrer et reproduire des pratiques novatrices, autochtones et durables en matière d'irrigation à petite échelle dans un contexte de planification intégrée de l'utilisation de la terre.	Des hectares de terre gérés de manière durable. De nouveaux agriculteurs s'impliquent dans l'irrigation à petite échelle ou adoptent des pratiques améliorées en matière de systèmes d'irrigation à petite échelle.	Zéro Zéro	Quelques 4.000 ha. de terres gérées dans le cadre de la GDT à la fin du projet. Au moins 400 agriculteurs (dans 10 communautés locales) dans le Dépt de Bakel la 3 ^{ème} année.	Rapports sur le S&E du projet	Les agences gouvernementales et autres parties prenantes ne vont pas apprécier à leur juste valeur les avantages de l'irrigation à petite échelle. Les agriculteurs trouvent des ressources financières
COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES					
Effet attendu 1.1 Une conscience et une connaissance accrues des	Une base de données informatisée des initiatives à succès en matière d'irrigation à petite échelle dans les régions arides partout dans le monde, y	Pas de base de données	Base de données disponible à la fin de la première année d'exécution du projet.	Rapport annuel du Projet ; Plans	Des informations détaillées et analytiques disponibles dans

Stratégie du Projet	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de verification	Présupposés
	Indicateur	Valeur initiale	Valeur cible et date		
pratiques durables d'irrigation au niveau national	compris des informations relatives aux irrigateurs modèles ayant développé des initiatives à succès au Sénégal. Des plans communautaires d'utilisation de la terre intégrés dans les sites sélectionnés.	A déterminer après les études de la situation de référence	Au moins 10 plans communautaires intègrent les meilleures pratiques en matière de GDT et/ou de pratique d'irrigation	communautaires d'utilisation de la terre	le pays
Effet attendu 1.2 Les capacités institutionnelles pour la GDT renforcées dans le département de Bakel	Des leaders et des acteurs de la GDT formés Des politiques gouvernementales adoptées et créent un environnement pour un secteur de l'irrigation à petite échelle viable	Quelques leaders sensibilisés à la GDT A déterminer avec l'examen de politique	Au moins 200 leaders/acteurs locaux formés Au moins une politique gouvernementale incorpore des révisions relatives à l'irrigation à petite échelle à la fin 3 ^{ème} année	Rapport annuel sur le Projet ; Analyse institutionnel & politique du secteur de l'irrigation ; Etudes auprès des bénéficiaires	

Stratégie du Projet	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Présupposés
	Indicateur	Valeur initiale	Valeur cible et date		
Effet attendu 1.3 Potentiel de séquestration du carbone de la GDT est mieux compris et documenté, et contribue aux négociations internationales	Méthodologies de séquestration du carbone	Pas d'évaluation & de méthodologie disponibles/ réalisées pour la séquestration du carbone dans le cadre de la planification intégrée de l'utilisation de la terre	Au moins une méthodologie est développée au niveau national/local et une évaluation du Carbone est réalisée et utilisée lors des négociations internationales	Etudes et assistance techniques concernant la séquestration du carbone	
COMPOSANTE 2: INVESTISSEMENTS DANS LA MICRO IRRIGATION					
Effet attendu 2 Modèles de systèmes de micro irrigation durables appliqués dans le département de Bakel	Des agriculteurs participants aux pratiques pilote de terrain /investissements dans la micro-irrigation Productivité des cultures accrue sur les sites pilote Meilleure utilisation des ressources en eau dans les sites pilotes (rendement / pénurie d'eau)	Pas de tests sur le terrain installés; données de référence à définir et évaluer au lancement du projet	Au moins 400 nouvelles unités sont installées en trois ans Au moins 30% d'augmentation de la productivité des cultures sur les sites pilote. [utilisation plus efficace des ressources en eau objectif à	Rapport annuel sur le Projet Etudes auprès des bénéficiaires	Maîtrise des conflits entre agriculteurs bénéficiant de la micro irrigation autour de la compétition pour la terre

Stratégie du Projet	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de verification	Présupposés
	Indicateur	Valeur initiale	Valeur cible et date		
			définir au début du projet]		
COMPOSANTE 3: APPRENTISSAGE, EVALUATION ET GESTION ADAPTATIVE					
Effet attendu 3.1 La gestion du projet est efficace	Taux de livraison du Projet		Le taux de livraison de la gestion du Projet avoisine 70% par an	Rapport annuel sur le Projet Rapports du Gouvernement & du PNUD	Les partenaires du projet sont pleinement impliqués et peuvent jouer leur rôle
Effet attendu 3.2 Conscience accrue au niveau national et régional du potentiel des pratiques de micro-irrigation favorisant ainsi l'apparition de bénéfices environnementaux et socio- économiques à l'échelle mondiale	Des méthodes de transfert de connaissances testées sur le terrain ainsi que des outils pour la généralisation des pratiques de micro irrigation et d'irrigation à petite échelle dans le cadre de la GDT, partout au Sénégal et dans la sous-région Des acteurs dans la région de Bakel participent aux efforts de transfert de connaissances	Peu d'instruments disponibles Zéro	Au moins quatre publications majeures sur les nouvelles méthodes, les outils et/ou meilleures pratiques à la fin du projet Au moins 50 agriculteurs participent à la diffusion des activités et/ou visites de terrain à la fin du projet	Publications du Projet Visite de terrain et rapports sur le projet	

Cadre Logique du Project, Résultats et Activités

COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES	
Effet attendu 1.1 : Les pratiques d'irrigation durable sont mieux connues et mieux intégrées dans la planification locale	Produits à livrer
<i>1.1.1. Etablissement d'une base de données régulièrement mise à jour, exhaustive et accessible sur les bonnes pratiques de micro-irrigation et des stratégies de planification intégrée de l'utilisation de la terre dans la sous-région et dans le monde</i> Activités: 1.1.1.1 Collecte et examen des informations pertinentes. 1.1.1.2 Identification des thèmes communs pouvant constituer la base de données et identification des principaux attributs. 1.1.1.3 Elaboration et construction de la base de données sur la micro-irrigation et la planification intégrée de l'utilisation de la terre (Microsoft Access) 1.1.1.4 Installation de la base de données (emplacement, hébergement Internet et fonctionnement) 1.1.1.5 Formation des utilisateurs de la Base de données	▪ Bibliographie annotée des informations disponibles. ▪ Description de la base de données finale sur l'irrigation à petite échelle et la planification intégrée de l'utilisation de la terre accompagnée d'un manuel d'utilisation ▪ Une base de données informatisée des irrigateurs modèles, les acteurs de l'irrigation, et les succès de l'irrigation à petite échelle, ainsi que les mécanismes pour l'entretenir et la mettre à jour sur le long terme
<i>1.1.2 Document détaillant les pratiques de micro-irrigation et d'irrigation à petite échelle, identifiées au cours du processus participatif</i> Activités: 1.1.2.1 Examen du secteur de l'irrigation au Sénégal 1.1.2.2 Identification des études de cas 1.1.2.3 Etude participative sur l'irrigation à petite échelle et les innovations des agriculteurs au Sénégal (4 ateliers) 1.1.2.4 Document sur la publication des meilleures pratiques	▪ Examen du secteur de l'irrigation ▪ Des études de cas sur les bonnes pratiques d'irrigation à petite échelle et les innovations des agriculteurs identifiées. ▪ Document détaillant les meilleures stratégies et meilleures pratiques de GDT et d'irrigation à petite échelle

COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES	
Effet attendu 1.1 : Les pratiques d'irrigation durable sont mieux connues et mieux intégrées dans la planification locale	Produits à livrer
<i>1.1.3 Des acteurs du secteur public et privé dans 10 "collectivités locales" du département de Bakel connaissent, sont formés et utilisent des approches de gestion efficace en matière d'irrigation à petite échelle, ainsi que des méthodes, des outils, dans le contexte de la Planification Intégrée de l'Utilisation de la Terre</i> Activités: 1.1.3.1 Définition de stratégies pour surmonter les obstacles au transfert de connaissances 1.1.3.2 Atelier national sur le transfert de connaissances en matière de micro irrigation. 1.1.3.3 Développement d'outils 1.1.3.4 Sessions de formation des acteurs locaux dans les collectivités locales de Bakel sur l'irrigation à petite échelle, la planification intégrée de l'utilisation de la terre, et la préservation de l'environnement au niveau communautaire et des bassins versants dans les sites 1.1.3.5 Programme de sensibilisation (écoles, médias ...) 1.1.3.6 Sessions de formation des leaders sur la planification intégrée de l'utilisation de la terre à l'intention des leaders communautaires et des responsables des gouvernements locaux	▪ Documents et rapport sur le transfert de connaissances en matière de micro irrigation et de Planification Intégrée de l'Utilisation de la Terre ▪ Des outils développés pour le transfert de technologie et de programmes éducatifs (cartes, manuels d'utilisation traduits en langues locales) ▪ Rapports de formation ▪ Plans d'utilisation de pour les leaders communautaires locaux

Annexe B : Liste des documents à examiner

1. Document de projet détaillé (PRODOC) Version signée ;
2. Rapports annuels 2010, 2011 et 2012 ;
3. Project Implementation Review (PIR) ;
4. Rapport d'évaluation à mi-parcours ;
5. Plans Annuels de Travail (PTA) ;
6. Plan de travail et Budget ;
7. GEF Monitoring and Evaluation Policies;
8. Handbook on planning, monitoring and evaluating for development results;
9. Tout autre document demandé.

Annexe C

MATRICE D'EVALUATION FINALE

Critères d'évaluation	Questions	Indicateurs	Sources	Méthodologie
Pertinence : Quels sont les contributions de l' irrigation à petite échelle dans la lutte contre la dégradation des terres, notamment par la mise en œuvre du Plan d'action régional de lutte contre la désertification et du PAN/LCD du Sénégal ?				
2 NOTATIONS POSSIBLES : R (Relevant) Pertinent - NR Non Relevant) Non pertinent				
1. Pertinence vis-à-vis de l'UNCCD (Cadre stratégique décennal 2018) ?	Le projet d'irrigation à petite échelle appuie-t-il les objectifs de l'UNCCD à travers les trois composantes du projet ?	- Des hectares de terre gérés de manière durable. - De nouveaux agriculteurs s'impliquent dans l'irrigation à petite échelle ou adoptent des pratiques améliorées en matière de systèmes d'irrigation à petite échelle.	- Rapports annuels d'activités - Rapports d'évaluation à mi-parcours - PIR	- Analyse documentaire - Entretiens avec les bénéficiaires
2. Pertinence avec les objectifs prioritaires des pays en matière de promotion de la petite irrigation	Dans quelle mesure les objectifs des différentes composantes du projet répondent aux priorités nationales en matière d'irrigation à petite échelle ?	Des politiques gouvernementales adoptées et créent un environnement pour un secteur de l'irrigation à petite échelle viable	- Rapports du projet - Politiques et stratégies nationales de la petite irrigation	- Analyses documentaires - Entretiens avec les bénéficiaires
3. Pertinence des activités avec les objectifs fixés du	La logique interne entre les 3 composantes du projet est-elle	Cohérence entre les résultats attendus du projet et la logique interne	Document de projet (cadre de	Analyse documentaire

Critères d'évaluation	Questions	Indicateurs	Sources	Méthodologie
projet (Cohérence du concept de projet)	cohérente ?	des composantes du projet	résultat)	
4. Pertinence du projet par rapport aux initiatives financées par d'autres bailleurs de fonds	Le projet est-il pertinent par rapport aux initiatives financées par d'autres bailleurs de fonds : ○ au niveau local ? ○ au niveau national ? ○ au niveau régional ?	• Complémentarité du projet avec ceux des autres bailleurs de fonds (nationaux et régionaux) ;	• Informations sur les initiatives financées par d'autres bailleurs de fonds • Représentants d'autres bailleurs de fond	• Analyse documentaire • Entretiens avec les partenaires de projet et autres acteur cibles
Efficacité : Dans quelle mesure les résultats attendus et les objectifs du projet ont-ils été atteints ? 6 NOTATIONS POSSIBLES : HS (Highly satisfactory) no shortcomings ; S (Satisfactory) minor shortcomings ; MS (Moderately satisfactory) moderate shortcomings ; MU (Moderately Unsatisfactory) significant shortcomings ; U (Unsatisfactory) major shortcomings ; HU (Highly Unsatisfactory) severe shortcomings.				
5. Degré d'efficacité de l'atteinte des objectifs en fonction des résultats attendus?	Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint efficacement les résultats attendus ⁵ : • pour composante 1 ? • pour composante 2 ? • pour composante 3 ?	• Indicateurs contenus dans le cadre logique du document de projet et les Annexes spécifiques dans les plans de travail des chaque pays partenaire.	• Document de projet • Information fournies dans les rapports annuels et trimestriels	• Analyse documentaire • Entretiens avec l'équipe du projet • Entretiens avec

⁵ Repères suggérés concernant les activités :

- Des activités concrètes (génératrices de revenus) visant à augmenter la résilience des populations cibles sont incluses
- La participation des populations et des acteurs locaux sur les sites du projet a été favorisée
- La relation entre les autorités nationales (capitales) et les sites pilotes
- Les formations nationales et régionales ont été organisées de manière satisfaisante pour les différentes parties prenantes (fonctionnaires, techniciens, acteurs locaux)
- La diffusion de l'information sur l'adaptation aux changements climatiques a été suffisante
- La promotion du réseautage des parties prenantes a été suffisante

Critères d'évaluation	Questions	Indicateurs	Sources	Méthodologie
			(PIR) et sur le site web du projet Equipe de projet et partenaires pertinents	les partenaires pertinents
6. Gestion des risques	Dans quelle mesure les risques et les facteurs de risques ont-ils été gérés et quel a été l'effet des stratégies mises en place pour : - composante 1 ? - composante 2 ? - composante 3 ?	- Qualité de l'identification des risques et des hypothèses durant la conception et le planning du projet. - Qualité des systèmes d'information en place pour l'identification des risques émergents - Qualité des stratégies d'atténuation développées et leur mise en œuvre.	- Document de projet - Equipe de projet et partenaires pertinents	- Analyse documentaire - Entretiens
Efficiency: Est-ce que le projet a été mis en œuvre avec efficacité, conformément aux normes et standards nationaux et internationaux ?				
6 NOTATIONS POSSIBLES: HS (Highly satisfactory) no shortcomings; S (Satisfactory) minor shortcomings; MS (Moderately satisfactory) moderate shortcomings; MU (Moderately Unsatisfactory) significant shortcomings; U (Unsatisfactory) major shortcomings; HU (Highly Unsatisfactory) severe shortcomings.				
7. Efficacité de l'appui fourni par le projet	Une adaptation de la gestion du projet a-t-elle été nécessaire (entre le cadre logique et les plans de travail) ; si oui, les changements/adaptations	Les changements opérés dans le concept du projet/l'approche de la mise en œuvre (par exemple	- Documents de projet et évaluations - PIR et rapports	- Analyse documentaire - Entretiens avec les partenaires

Critères d'évaluation	Questions	Indicateurs	Sources	Méthodologie
	observés concernant l'évolution des activités ont-ils été bénéfiques à l'obtention des résultats ? • Quelle a été la qualité de l'appui administratif fourni par le bureau de pays du PNUD pour la mise en œuvre du projet : le système de gestion financière mis en place a été efficace : les achats et contrats ont-ils été faits de manière efficace et les rapports périodiques ont-ils été produits régulièrement ? • Quelle a été la qualité de l'appui technique et administratif fourni par l'équipe ENDA de coordination du projet ? • Quelle a été la qualité de l'appui administratif fourni par le bureau régional du PNUD/FEM ?	restructuration) lorsque l'efficacité du projet a dû être améliorée. • Disponibilité et qualité des rapports financiers et d'activités, concernant les délais et la pertinence des rapports, les niveaux de décalage entre la planification des dépenses et leur décaissement réel ; la différence entre la disponibilité des cofinancements prévus et ceux effectivement obtenus et la qualité de la gestion axée sur les résultats (rapport sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation) • L'adéquation des choix du projet dans le contexte existant, les infrastructures et les coûts Les coûts associés aux mécanismes des services fournis (<i>delivery</i>) et de structure de gestion comparés à d'autres projets équivalents dans d'autres	annuels • Bureau régional PNUD/FEM	clefs

Critères d'évaluation	Questions	Indicateurs	Sources	Méthodologie
		organisations		
8. Efficience des accords de partenariat	Dans quelle mesure des accords de partenariat et les liens entre les institutions ont-elles été encouragés et appuyés?	• Activités spécifiques menées pour appuyer le développement d'accord de coopération entre partenaires. • Exemples de partenariat conclus et leur caractère de durabilité.	• Documents de projet et évaluation • Accord signés	• Analyse documentaire • Entretiens avec les partenaires clefs
9. Efficience de l'utilisation des capacités locales pour la mise en œuvre	• Le projet a-t-il pris en compte les capacités locales lors de sa conception ? • Un bon équilibre a-t-il été respecté entre l'utilisation d'expertise nationale et l'expertise locale dans la mise en œuvre du projet dans une bonne coopération?	• Comparaison de la proportion d'expertise nationale et internationale utilisée. • Nombre et qualité des analyses effectuées pour évaluer le potentiel des capacités locales et de leur capacité d'absorption.	• Document de projet et évaluations • PNUD, ENDA • Bénéficiaires	• Analyse documentaire • Entretiens avec les partenaires clefs
Durabilité: Dans quelle mesure des risques financiers, institutionnels, socio-économiques et/ou environnement peuvent il mettre en péril les résultats à long-terme du projet ? 4 NOTATIONS POSSIBLES: L (Likely) negligible risks to sustainability ; ML (Moderately Unlikely) significant risks ; U (Unlikely) severe risks				
10. Durabilité du financement	Les contributions (liquidités, personnel et locaux) et les co-financements dont a bénéficié le projet sont-ils durables?	Type de contributions reçues (durée, conditions)	• Document de projets • Rapport financiers	• Analyse documentaire • Entretiens avec les partenaires

Critères d'évaluation	Questions	Indicateurs	Sources	Méthodologie
				clefs
11. Durabilité socio-politique	• Les résultats prennent-ils en compte les attentes des groupes vulnérables ? • La collaboration établie avec les parties prenantes est-elle satisfaisante ?	• Sensibilisation et formation des populations concernées • Intérêt des parties prenantes pour la pérennité des résultats obtenus	• Rapports d'activités • Bénéficiaires	• Analyse documentaire • Entretiens avec les partenaires clefs
12. Durabilité du cadre institutionnel et de la gouvernance	• Les mesures proposées peuvent-elles renforcer la capacité des différentes parties prenantes (ONG, associations, et collectivités locales) à participer au processus d'élaboration de politiques et de programmes locaux ? • L'adéquation entre la coordination du projet et les institutions des 10 collectivités locales ciblées à Bakel, est-elle durable ?	• Plan d'occupation et d'aménagement des sols formulés, mis à jour ou cours de formulation • Relations entre l'Unité de coordination du projet, les entités locales de mise en œuvre et les institutions pertinentes.	• Rapports d'activités • Institutions nationales pertinentes • Bénéficiaires	• Analyse documentaire • Entretiens avec les partenaires clefs
13. Durabilité environnementale	Les activités menées ont-elles permis de mieux saisir l'importance de l'irrigation à petite échelle dans la GDT ?	• Publications techniques et scientifiques produits par ENDA	• Institutions nationales pertinentes • Bénéficiaires	• Analyse documentaire • Entretiens avec les partenaires clefs

Critères d'évaluation	Questions	Indicateurs	Sources	Méthodologie
IMPACTS : Y a-t-il des indications confirmant que le projet a contribué, ou a permis de progresser vers une réduction de la proportion de terres dégradées/une amélioration de la situation écologique ? 3 NOTATION POSSIBLES : S (Significatif) ; M (Minime), N (Négligeable)				
14. Amélioration vérifiable de la situation environnementale	Dans quelle mesure les effets des activités du projet à long terme ont-ils servis, directement ou indirectement, à arrêter ou à inverser les tendances observées ou prévus de dégradation des terres ?	Données vérifiables (ligne de base) des sites concernés	Rapports du projet	- Analyse documentaire - Entretiens avec les partenaires clefs
15. Réduction vérifiable des terres dégradées	Dans quelle mesure les activités ont-elles diminué la superficie des terres dégradées ?	Données vérifiables (ligne de base) des sites concernés	Rapports du projet	- Analyse documentaire - Entretiens avec les partenaires clefs
16. Amélioration de l'adoption des bonnes pratiques de GDT	Dans quelle mesure l'adoption des bonnes pratiques de GDT par les agriculteurs a-t-elle lieu ?	Données vérifiables (ligne de base) des sites concernés	Rapport finaux des projets nationaux	- Analyse documentaire - Entretiens avec les partenaires clefs

PARTIE NARRATIVE

LECONS APPRISES - ROLE CATALYTIQUE DU PROJET (NARRARIF – PAS DE NOTATION)			Sources	Méthodologie
Expériences pertinentes pour	Des leçons et expériences pertinentes peuvent être tirées pour d'autres projets similaires dans le futur : au niveau local ?		Informations collectées lors du	Analyse des informations

d'autres projets similaires dans le future	○ au niveau national ? ○ au niveau régional ?	processus d'évaluation	
Leçons à retenir en matière d'efficacité pour des projets similaires dans le future	• Quelles ont été les leçons apprises par le projet concernant l'obtention des résultats ? • Quels changements (le cas échéant) auraient-ils pu être opérés lors de la conception du projet pour améliorer l'obtention des résultats attendus ?	• Informations collectées lors de l'évaluation	• Analyse des informations
Leçons à retenir en matière d'efficience pour des projets similaires dans le future	• Quelles leçons retenir concernant l'efficience des projets nationaux ? activités régionales ? • Quels sont les activités ou démarches que vous suggérez pour ○ Des activités locales et nationales (réplication d'activités d'adaptation au niveau local) similaire dans un autre pays? ○ Des activités régionales pour traiter de questions régionales pour la gestion intégrée de la zone côtière ?	• Informations recueillies lors de l'évaluation	• Analyse des informations

Annexe D

GRILLE DE NOTATION POUR D'EVALUATION FINALE

Critères d'évaluation	Questions	Notation <i>R (Relevant) : Pertinent</i> <i>NR (Non Relevant) : Non Pertinent</i>
Pertinence : Quels sont les contributions de l' irrigation à petite échelle dans la lutte contre la dégradation des terres, notamment par la mise en œuvre du Plan d'action régional de lutte contre la désertification et du PAN/LCD du Sénégal ?		
1. Pertinence vis-à-vis de l'UNCCD (Cadre stratégique décennal 2018) ?	Le projet d'irrigation à petite échelle appuie-t-il les objectifs de l'UNCCD à travers les trois composantes du projet ?	
2. Pertinence avec les objectifs prioritaires des pays en matière de promotion de la petite irrigation	Dans quelle mesure les objectifs des différentes composantes du projet répondent aux priorités nationales en matière d'irrigation à petite échelle ?	
3. Pertinence des activités avec les objectifs fixés du projet (Cohérence du concept de projet)	La logique interne entre les 3 composantes du projet est-elle cohérente ?	
4. Pertinence du projet par rapport aux initiatives financées par d'autres bailleurs de fonds	Le projet est-il pertinent par rapport aux initiatives financées par d'autres bailleurs de fonds : a) au niveau local ? b) au niveau national ? c) au niveau régional ?	a) b) c)

Critères d'évaluation	Questions	Notation (traduction⁶) HS (Highly satisfactory) S (Satisfactory) MS (Moderately satisfactory) ; MU (Moderately Unsatisfactory); U (Unsatisfactory); HU (Highly Unsatisfactory)
Efficacité : Dans quelle mesure les résultats attendus et les objectifs du projet ont-ils été atteints ?		
5. Degré d'efficacité de l'atteinte des objectifs en fonction des résultats attendus?	Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint efficacement les résultats attendus à travers a) composante 1 ? b) composante 2 ? c) composante 3 ?	a) b) c)
6. Gestion des risques	Dans quelle mesure les risques et les facteurs de risques ont-ils été gérés et quelle a été l'effet des stratégies mises en place ? a) composante 1 ? b) composante 2 ? c) composante 3 ?	a) b) c)
Efficiency : Est que le projet a été mis en œuvre avec efficacité, conformément aux normes et standards nationaux et internationaux ?		

⁶HS (Highly satisfactory): (Hautement satisfaisant) aucun défaut ; S (Satisfactory) : (satisfaisant) défauts mineurs ; MS (Moderately satisfactory) : (modérément satisfaisant) défauts modérés; MU (Moderately Unsatisfactory) : (Modérément Insatisfaisant) défauts significatifs du projet ; U (Unsatisfactory) défauts majeurs l'atteinte des objectifs en terme de pertinence, efficacité et efficacité; HU (Highly Unsatisfactory) : graves problèmes du projet dans son ensemble.

Critères d'évaluation	Questions	Notation (traduction⁶) HS (Highly satisfactory) S (Satisfactory) MS (Moderately satisfactory) ; MU (Moderately Unsatisfactory); U (Unsatisfactory); HU (Highly Unsatisfactory)
7. Efficience de l'appui fourni par le projet	a) Une adaptation de la gestion du projet a-t-elle été nécessaire (entre le cadre logique et les plans de travail) ; si oui, les changements/adaptations observés concernant l'évolution des activités ont-ils été bénéfiques à l'obtention des résultats ? b) Quelle a été la qualité de l'appui administratif fourni par le bureau de pays du PNUD pour la mise en œuvre du projet : le système de gestion financière mis en place a-t-il été efficace : les achats et contrats ont-ils été faits de manière efficace et les rapports périodiques ont-ils été produits régulièrement ? c) Quelle a été la qualité de l'appui technique et administratif fourni par l'équipe ENDA de coordination du projet ? d) Quelle a été la qualité de l'appui administratif fourni par le bureau régional du PNUD/FEM ?	a) b) c) d)
8. Efficience des accords de partenariat	Dans quelle mesure des accords de partenariat et les liens entre les institutions ont-elles été encouragés et appuyés?	

Critères d'évaluation	Questions	Notation (traduction⁶) HS (Highly satisfactory) S (Satisfactory) MS (Moderately satisfactory) ; MU (Moderately Unsatisfactory); U (Unsatisfactory); HU (Highly Unsatisfactory)
9. Efficience de l'utilisation des capacités locales pour la mise en œuvre.	a) Le projet a-t-il pris en compte les capacités locales lors de sa conception ? b) Un bon équilibre a-t-il été respecté entre l'utilisation d'expertise nationale et l'expertise locale menant à une bonne coopération ?	a) b)

<i>Critère d'évaluation</i>	<i>Questions</i>	<i>Notations (traduction ⁷)</i> L (Likely) ML (Moderately likely) MU (Moderately Unlikely) UL (Unlikely) N/A Not applicable U/A Unable to assess
Durabilité: Dans quelle mesure des risques financiers, institutionnels , socio-économiques et/ou environnement peuvent il mettre en péril les résultats à long-terme du projet ?		
10. Durabilité du financement	Les contributions gouvernementales (liquidités, personnel et locaux) et les co-financements dont a bénéficié le projet sont-ils durables?	
11. Durabilité socio-politique	a) Les résultats prennent ils en compte les attentes des groupes vulnérables ? b) La collaboration établie avec les parties prenantes est-elle satisfaisante?	a) b)
12. Durabilité du cadre institutionnel et de la gouvernance	a) Les mesures proposées peuvent elle renforcer la capacité des différentes parties prenantes (ONG, associations, et collectivités locales) à participer au processus d'élaboration de politiques et de programmes locaux. ? b) L'adéquation entre la coordination du projet et les institutions des 10 collectivités locales ciblées à Bakel, est-elle durable ?	a) b)
13. Durabilité environnementale	Les activités menées ont-elles permis de mieux saisir l'importance de l'irrigation à petite échelle dans la GDT ?	

⁷ L : risques négligeables ; ML : risques modérés mais certains résultats au moins se maintiendront ; MU : risques importants que les résultats obtenus ne seront pas maintenus ; UL : risques sévères que les résultats obtenus ne seront pas maintenus. N/A : pas applicable ; U/A : impossible à évaluer.

Critère d'évaluation	Questions	Notations S (Significant) M (Minime) N (Négligeable)
IMPACTS : Y a-t-il des indications confirmant que le projet a contribué, ou a permis de progresser vers une réduction de la proportion de terres dégradées/une amélioration de la situation écologique ?		
14. Amélioration vérifiable de la situation environnementale	Dans quelle mesure les effets des activités du projet à long terme ont-ils servis, directement ou indirectement, à arrêter ou à inverser les tendances observées ou prévus de dégradation des terres ?	
15. Réduction vérifiable des terres dégradées	Dans quelle mesure les activités ont-elles diminué la superficie des terres dégradées ?	
16. Amélioration de l'adoption des bonnes pratiques de GDT	Dans quelle mesure l'adoption des bonnes pratiques de GDT par les agriculteurs a-t-elle lieu ?	

PARTIE NARRATIVE

LECONS APPRISES - ROLE CATALYTIQUE DU PROJET (PARTIE NARRATIVE - PAS DE NOTATION)
Expériences pertinentes pour d'autres projets similaires dans le futur
Des leçons et expériences pertinentes peuvent être tirées pour d'autres projets similaires dans le futur ○ au niveau local ?

○ au niveau national ? ○ au niveau régional ?
Leçons à retenir en matière d'efficacité pour des projets similaires dans le futur
Quelles ont été les leçons apprises par le projet concernant l'obtention des résultats ? Quels changements (le cas échéant) auraient-ils pu être opérés lors de la conception du projet pour améliorer l'obtention des résultats attendus ?
Leçons à retenir en matière d'efficience pour des projets similaires dans le futur
Quelles leçons retenir concernant l'efficience des projets nationaux ? activités régionales ? Quelles sont les activités ou démarches que vous suggérez pour • un projet (réplication d'activités d'adaptation au niveau local) similaire dans un autre pays? • un projet régional pour aborder les questions sous-régionales et transfrontalières ?

Annexe 7 : Description du projet IGDT-Bakel

Le projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel) » a été conçu pour inverser les tendances de dégradation des terres et des écosystèmes du département de Bakel, à travers la promotion de pratiques simples et efficaces d'aménagements de terres qui permettent d'intégrer les trois dimensions du développement durable : l'économie (amélioration substantielle des revenus des populations) ; l'environnement (promotion de la durabilité écologique à travers l'utilisation des engrais verts) ; et le social (l'amélioration des conditions de vie et du statut des populations bénéficiaires et la contribution du projet au développement local). Il s'agit d'un projet pilote qui pourrait apporter des innovations significatives dans la stratégie nationale de la gestion des terres, en ce qui concerne l'irrigation au Sénégal et renforcer la politique gouvernementale en matière d'irrigation à petite échelle

Le projet « Initiatives Pilotes de Micro-irrigation et de Gestion Durables des Terres dans le Département de Bakel (IGDT-Bakel) » est mis en œuvre dans quatre (4) communautés rurales sur les cinq (5) que compte le département, Sintou Fissa, Bélé, Gaabou, et Moudery, dans deux (2) communes, Kidira et Bakee, ainsi que dans dix (10) communautés locales Sintou Fissa, Bélé, Kidira, Kadiel, Gaabou, Bakel, Tuabu, Moudery, Kahé et Golmy. Il s'articule autour de trois composantes i) renforcement des capacités, notamment par la mise en place d'une base de données sur la micro-irrigation, la dissémination des meilleures pratiques autour de la micro-irrigation et de la GDT et la formation des leaders locaux ii) des investissements dans la micro-irrigation en vue de la GDT dans 10 communautés rurales de Bakel ; et, iii) l'apprentissage, l'évaluation et la gestion adaptative. Il s'agit d'activités pilotes devant permettre à terme de collecter, systématiser, analyser et tester les systèmes d'irrigation à petites échelles dans les zones arides et à diffuser ces données dans d'autres communes rurales du Sénégal, afin d'améliorer leurs capacités à mieux gérer leurs ressources naturelles. De plus, ce projet devrait permettre de valoriser le potentiel de séquestration de carbone par les terres aménagées. Le projet IGDT-Bakel est mise en œuvre selon la modalité ONG et offre un cadre de partenariat avec plusieurs acteurs locaux. Les principaux acteurs sont les communautés locales des communes rurales concernées. Celles-

ci sont appuyées par les services déconcentrés régionaux et municipaux, des sociétés d'État, ainsi que la radio communautaire locale. Il s'agit notamment la Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta (SAED), l'Agence Régionale de Développement (ARD), le Service Départemental pour le Développement Rural (SDDR), le Service de l'Élevage. Deux comités de pilotage, un au niveau national et un au niveau local, donnent des orientations et assurent le suivi de la mise en œuvre du projet.

Objectifs du projet

L'objectif du projet est de « contribuer à la gestion durable des terres afin de maintenir et d'améliorer l'état des écosystèmes, leur stabilité, leur intégrité, les fonctions et les services auxquels ils donnent accès, tout en soutenant les moyens de subsistance au Sénégal ». Ce projet s'appuie sur des expériences de gestion de l'environnement et de développement durable des zones rurales, en cours ou passées dans le département. Ces activités pilotes permettront à terme, de collecter, systématiser, analyser et tester les systèmes d'irrigation à petite échelle dans les zones arides, et à diffuser ces données dans d'autres communautés rurales du Sénégal, afin d'améliorer leur capacité à mieux gérer leurs ressources.

Objectifs immédiats et de développement du projet

Les actions qui sont développées dans le cadre du projet IGDT devraient s'attaquer aux causes fondamentales de la dégradation des terres et les modes d'exploitation incompatible avec les objectifs de gestion rationnelle de l'eau et du couvert végétal. Il s'agit principalement de contribuer à la réduction de la pauvreté des populations locales et la croissance à travers la promotion de pratiques plus appropriées et plus contrôlées d'exploitation des ressources naturelles.

Objectif à long terme

« Contribuer à la gestion durable de la terre afin de maintenir et d'améliorer la santé des écosystèmes, leur stabilité, leur intégrité, leurs fonctions et les services auxquels ils donnent accès, et dans le même temps, soutenir les moyens de subsistance durables au Sénégal ».

Objectif du Projet

« Démontrer et reproduire des pratiques novatrices, autochtones et durables en matière d'irrigation à petite échelle dans un contexte de planification intégrée de l'utilisation de la terre ».

Le projet vise à terme une gestion durables d'environ 4.00 ha. de terres gérées dans le cadre de la GDT à travers l'implication de 400 agriculteurs (dans 10 communautés locales) dans le Département de Bakel la 3^{ème} année. Ceci devrait passer par l'implication de nouveaux agriculteurs dans l'irrigation à petite échelle et l'adoption des pratiques améliorées en matière de systèmes d'irrigation à petite échelle ainsi que par l'appréciation à sa juste valeur des avantages de l'irrigation à petite échelle par les agences gouvernementales et autres parties prenantes et l'accès des agriculteurs aux ressources financières.

Indicateurs par composante du projet

Les indicateurs de base mis en place à la conception et lors de la mise en œuvre se présentent par composante et par effet attendu tel qu'il suit :

Composante 1 : Renforcement des capacités

Effet attendu 1.1 Une conscience et une connaissance accrues des pratiques durables d'irrigation au niveau national

Indicateur : Une base de données informatisée des initiatives à succès en matière d'irrigation à petite échelle dans les régions arides partout dans le monde, y compris des informations relatives aux irrigateurs modèles ayant développé des initiatives à succès au Sénégal. A cet effet, une base de données devrait être disponible à la fin de la première année d'exécution du projet, ainsi qu'au moins 10 plans communautaires intégrant les meilleures pratiques en matière de GDT et/ou de pratique d'irrigation.

Effet attendu 1.2 Les capacités institutionnelles pour la GDT renforcées dans le département de Bakel

Indicateur : Des leaders et des acteurs de la GDT formés et des politiques gouvernementales adoptées et créent un environnement pour un secteur de l'irrigation à petite échelle viable. Ceci devrait se traduire par la formation d'au moins 200 leaders/acteurs locaux formés et la prise en compte des révisions relatives à l'irrigation à petite échelle par la politique agricole gouvernementale à la fin 3^{ème} année de mise en œuvre du projet.

Effet attendu 1.3 Potentiel de séquestration du carbone de la GDT est mieux compris et documenté, et contribue aux négociations internationales.

Indicateur : Le développement de méthodologies de séquestration du carbone. Au moins une méthodologie devrait être développée au niveau national/local et une évaluation du Carbone réalisée et utilisée lors des négociations internationales.

Composante 2 : Investissement dans la Micro-irrigation

Effet attendu 2 Modèles de systèmes de micro irrigation durables appliqués dans le département de Bakel.

Indicateur : Des agriculteurs participent aux pratiques pilote de terrain /investissements dans la micro-irrigation, la productivité des cultures s'est accrue sur les sites pilotes, et les ressources en eau sont utilisées de façon plus rationnelle dans les sites pilotes (rendement / pénurie d'eau). Ceci devrait se traduire par l'installation d'au moins 400 nouvelles unités en trois ans, et l'augmentation de la productivité des cultures d'au moins 30% sur les sites pilotes.

Composante 3 : Apprentissage, Evaluation, Gestion adaptative

Effet attendu 3.1 : La gestion du projet est efficace

Indicateur : Taux de livraison de la gestion du Projet, avoisinant 70% par an.

Effet attendu 3.2 Conscience accrue au niveau national et régional du potentiel des pratiques de micro-irrigation favorisant ainsi l'apparition de bénéfices environnementaux et socio-économiques à l'échelle mondiale

Indicateur : Des méthodes de transfert de connaissances testées sur le terrain ainsi que des outils pour la généralisation des pratiques de micro irrigation et d'irrigation à petite échelle dans le cadre de la GDT, partout au Sénégal et dans la sous-région, et des acteurs dans la région de Bakel participent aux efforts de transfert de connaissances. Ceci devrait se traduire par la réalisation d'au moins quatre publications majeures sur les nouvelles méthodes, les outils et/ou meilleures pratiques à la fin du projet, et la participation d'au moins 50 agriculteurs à la diffusion des activités et/ou visites de terrain à la fin du projet.

Résultats globaux

La mise en œuvre efficace de ce projet devrait contribuer à promouvoir la durabilité écologique et la productivité des terres arides en 1) réduisant les pratiques destructives de l'irrigation à grand échelle qui a souvent accentué la dégradation des terres dans les pays en développement ; 2) renforçant l'utilisation intégrée et durable des terres dans un plus grand paysage ; 3) réduisant les besoins des pays en développement en matière d'importation des produits vivriers ; 5) développant une base de données pour le suivi de potentiels bénéfices de la séquestration du carbone dans les zones arides ; 6) conservant globalement et de façon significative la biodiversité.

Modalité de mise en œuvre

Le projet a été mis en œuvre selon la modalité d'exécution ONG à travers ENDA-LEAD. Il s'agit d'une ONG qui fait partie du grand partenariat LEAD et possède une riche, longue, et solide expérience dans le développement durable des zones rurales. En effet, tout en continuant de mettre en œuvre La modalité NEX (National Execution), à travers laquelle il est visé d'assurer une appropriation pays des projets, le PNUD aide aussi les OSC à développer leurs propres capacités en facilitant leur accès aux connaissances, aux expériences et aux ressources disponibles à travers le monde y compris à celles des

Organisation de la Société Civile (OSC) des autres pays et régions. Le rôle des OSC ne peut plus être uniquement réduit à la livraison des services, mais elles sont des acteurs importants dans le développement de la société à travers leur participation à la formulation des politiques et à l'exercice des fonctions de vigilance. C'est à ce titre que les ONGs sont de plus en plus impliquées dans l'exécution des projets de développement appuyés par le PNUD au niveau national.

Parties prenantes du projet

Les parties prenantes du projet sont les principaux bénéficiaires, les partenaires techniques financiers et l'Agence d'exécution, et les organes de coordination et de suivi du projet. Au nombre des principaux bénéficiaires on compte

- les populations locales et leurs différentes formes d'organisations (Organisations Communautaires de Base (OCB), de Producteurs, de Jeunes et de Femmes), pour qui le projet a développé des stratégies de participation avec la promotion de l'approche genre et de moyens d'existence durable. Le projet a développé des stratégies participatives en vue de faciliter l'implication des populations aux activités économiques;
- les collectivités locales (Communautés Rurales), dans une approche d'alliance/partenariat basée sur le principe de subsidiarité.

Les partenaires techniques sont les services techniques déconcentrés de l'État, les opérateurs privés, les ONGs, les radios rurales, en l'occurrence la radio communautaire locale JIDDA FM et Bakel Infos, chargés de l'exécution des actions de terrain et des prestations de services dans le cadre de la réalisation des investissements.

Le partenaire financier est le FEM, tandis que le PNUD joue le rôle d'Agence d'exécution. Deux organes, au niveau local et au niveau national, assurent la coordination et le suivi du projet. Il s'agit du :

- Comité de Pilotage local, composé des structures déconcentrées de l'État, en l'occurrence l'ARD et le SDDR, ainsi que l'organisation faitière des producteurs UPHORBAK, et de la SAED; et le

- Comité de Pilotage national, composé par des représentants de la Direction la Direction de l'Investissement (du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan), du PNUD, du MAER, du CSE, de l'INP, et la DEEC.

Financement du projet

Le projet IGDT est cofinancé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). L'agence d'exécution est le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD

Les tableaux 2, 3, et 4 présentent respectivement le sommaire du plan de financement du projet, les co-financements et la fréquence de mis à disposition des fonds par l'Agence d'exécution du projet.

Hypothèses/risques

Les risques susceptibles d'affecter la mise en œuvre efficace du projet étaient d'ordre financier, opérationnel et politique :

Risques financiers : la mobilisation des cofinancements reste un facteur déterminant pour l'atteinte des objectifs du projet. Le projet aurait pu connaître une meilleure performance si les co-financements annoncés avaient été mobilisés. En effet, le Centre de Suivi Écologique, l'ANCAR, ENDA-LEAD, n'ont pu mettre à disposition la contribution financière en espèces, telle qu'annoncé à la conception du projet. ENDA-LEAD n'a pu apporter qu'une contribution en nature à travers la mise à disposition de locaux, de ressources humaines, et de prise en charge des frais d'électricité et d'eau. En revanche, des acteurs comme l'Institut National de Pédologie (INP) et l'UPHORBAK, qui n'était pas prévu dans le schéma du co-financement, ont pu apporter une contribution en nature. L'INP a contribué à travers la mise à disposition d'experts. Tandis que l'UPHORBAK a contribué à travers la formation des producteurs, la prise en charge de leur transport et leur hébergement au cours de nombreuses sessions de formation.

Risques opérationnels : Les chocs climatiques (sécheresse et inondations) représentent également un risque pour la mise en œuvre efficace du projet. En effet, les sécheresses répétées constituent un risque sérieux qui pourrait mettre à mal les actions du projet. D'ailleurs les effets du retard de l'hivernage sont déjà perceptibles sur certains sites.

Risques politiques : La non prise en compte dans la politique gouvernementale des révisions relatives à l'irrigation à petite échelle pourrait limiter la promotion de cette pratique qui a pourtant commencé par donner de l'espoir aux populations locales, en particulier les plus démunies, parmi lesquelles se trouvent les femmes.

